

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Soudan : l'armée, gardienne de l'ordre impérialiste

- Les taux d'intérêt au plus bas
- Cause animale, véganisme et antispécisme
- Le mouvement ouvrier contre la préférence nationale
- La question de l'armement du prolétariat



Au sommaire de ce numéro

Soudan : l'armée, gardienne de l'ordre impérialiste	1
Les taux d'intérêt au plus bas, manifestation du parasitisme achevé du capitalisme	7
Cause animale, véganisme et antisépécisme	14
Le mouvement ouvrier contre la "préférence nationale" (France, 1870-1914)	21
Face à la crise et à l'extrême droite : la question de l'armement du prolétariat	29

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

• France, DOM-TOM	15 €	• France, DOM-TOM	32 €
• DOM-TOM, par avion	17 €	• DOM-TOM, par avion	37 €
• Europe	20 €	• Europe (lettre prioritaire)	45 €
• Monde	24 €	• Monde (lettre prioritaire)	58 €

Plis fermés

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière - CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 - BIB PSSTFRPPPAR

Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 -
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail :
contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Soudan : l'armée, gardienne de l'ordre impérialiste

Depuis le 3 juin, la répression s'est abattue au Soudan sur les opposants qui continuaient à manifester massivement. Commencé six mois auparavant pour protester contre le triplement du prix du pain, le mouvement avait rapidement pris un tour politique et obtenu finalement en avril l'éviction du dictateur Omar al-Bechir. Il exigeait depuis lors le remplacement de la junte militaire qui lui avait succédé par un gouvernement civil, mais n'était nullement préparé à un affrontement avec l'armée et les forces de répression, que tout laissait pourtant prévoir.

Le Soudan, grand comme trois fois la France, est l'un des pays les plus pauvres du monde. Autrefois intégré à l'empire colonial britannique, il n'offrait pour celui-ci d'autre intérêt que stratégique, à la frontière des colonies françaises de l'Oubangui-Chari, aujourd'hui la Centrafrique, et du Tchad. Mais si les colonisateurs n'y laissèrent à l'indépendance presque aucune infrastructure, ils firent cadeau au nouvel État devenu indépendant en 1956 d'un héritage empoisonné : le conflit entre le nord et le sud du pays. Comme partout, les colonisateurs britanniques s'étaient appuyés sur les castes dirigeantes d'une partie du pays, en l'occurrence le Nord arabe et musulman, pour les aider à opprimer le reste de la population et en particulier les populations noires et non-musulmanes du Sud.

GUERRES, DICTATURES ET RÉVOLTES

Cette situation fut perpétuée par les régimes issus de l'indépendance et donna lieu à une longue guerre civile, au Darfour à l'ouest puis dans le sud.

Ce conflit fit des centaines de milliers de morts et des millions de déplacés et transforma ces régions en un vaste désert humain, jusqu'à ce que l'indépendance du Soudan du Sud en 2011 laisse place à une nouvelle guerre, cette fois entre les dirigeants du nouvel État. Dans cette guerre sans fin, les pays impérialistes et en particulier les États-Unis jouèrent leur partition, notamment après la découverte de pétrole dans la région.

S'il n'a connu que la guerre, le Soudan n'a aussi vécu pratiquement que sous des dictatures militaires. Moins de deux ans après l'indépendance, le général Abboud prit le pouvoir avec le soutien de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Il interdit les partis politiques et les syndicats et instaura l'état d'urgence. Il fut renversé par une grève générale en 1964, mais le gouvernement civil qui s'instaura alors ne dura pas longtemps. Il fut renversé en 1969 par le général Nimeyri. Celui-ci, se réclamant des Officiers libres qui avaient porté Nasser au pouvoir en Égypte, bénéficia pour un temps du soutien du Parti communiste et des syndicats.

Le Parti communiste soudanais, fondé en 1946 à l'instigation de communistes égyptiens, était devenu l'un des plus puissants du monde arabe. Le Soudan était alors officiellement un condominium anglo-égyptien, formule hypocrite signifiant que l'administration et la police y étaient organisées et payées par l'Égypte, pays indépendant mais encore de fait sous protectorat de la Grande-Bretagne, et que des officiers britanniques occupaient les postes de commandement. Les communistes acquirent dès le début une influence importante parmi les travailleurs soudanais. Ils furent à l'origine en 1950 de la création du syndicat qui accueillit les métayers de la Gezira, la zone créée par les Britanniques pour y cultiver le coton. La ville industrielle de Port Soudan sur la mer Rouge devint aussi un bastion du PC soudanais. Enfin, ce sont ses cadres qui organisèrent les travailleurs des chemins de fer dans la ville d'Atbara, au nord de Khartoum, où se trouvait leur siège. En 1964, ceux-ci déclenchèrent une grève générale qui paralysa le pays pendant trois jours.

Cependant tout le travail

des militants communistes allait être ruiné par sa politique de soutien à Nimeyri. Le PC soudanais suivait la politique d'inspiration stalinienne qui demandait aux partis communistes, et donc aux travailleurs qui les suivaient, de soutenir les régimes se présentant comme anti-impérialistes, fussent-ils les pires des dictatures, en se guidant sur les intérêts diplomatiques de la bureaucratie au pouvoir en URSS. Cette politique, qui n'avait rien d'une politique de classe, réduisait les PC au rôle d'aile gauche des dirigeants nationalistes, sans pour autant désarmer la méfiance de ceux-ci à l'égard des communistes, ou plutôt des classes populaires qu'ils organisaient. Elle eut au Soudan les mêmes conséquences tragiques que dans d'autres pays arabes comme l'Égypte ou l'Irak. En 1971, après avoir bénéficié de leur soutien, Nimeyri se retourna contre les communistes et déclencha contre eux une répression sanglante. Le 28 juillet, le secrétaire général du PC, Abdel Khalek Mahjub, était exécuté, de même que le diri-

geant de la Confédération générale des travailleurs du Soudan, Chafi' al-Cheikh. Dès lors, Nimeyri allait se tourner vers les États-Unis en politique extérieure et vers les intégristes musulmans à l'intérieur.

C'est encore une grève générale qui renversa Nimeyri en 1985. Un autre général, Dahab, prit sa place, mais la laissa à un gouvernement civil en 1986. Là aussi, l'intermède fut de courte durée. Le 30 juin 1989, le général Omar al-Bechir s'empara du pouvoir avec le soutien des partis intégristes musulmans ; il allait y rester jusqu'en avril dernier.

Mais si le régime a été le plus souvent une dictature militaire, l'histoire du Soudan a aussi été ponctuée de révoltes populaires. En 1964 puis en 1985, ce sont des grèves générales qui ont abouti au renversement des dictatures en place. Ces mouvements, partis de protestations contre les hausses de prix, ont rapidement évolué vers l'exigence d'un changement politique. Sous Omar al-Bechir, la hausse du prix de l'essence et des produits de

première nécessité avait déjà entraîné en 2013 une révolte, réprimée dans le sang. On vient de la voir ressurgir.

DE LA RÉVOLTE CONTRE LA HAUSSE DES PRIX AU RENVERSEMENT D'OMAR AL-BECHIR

Au matin du 1^{er} décembre 2018, le gouvernement d'Omar al-Bechir annonçait sa décision de tripler le prix du pain. La révolte se répandait aussitôt comme une traînée de poudre et, le soir même, des manifestations massives envahissaient les rues des grandes villes et éclataient jusque dans des régions reculées. Le mouvement prit rapidement une tournure politique, exigeant le départ du dictateur. Les manifestants scandaient des slogans comme « Liberté, paix et justice » ou « Tombe et c'est tout ».

Avec les hausses prévues, la population, déjà privée de ses moyens d'existence, se voyait complètement étranglée. Il n'y avait plus d'essence dans les stations-service, plus d'argent



Émeutes le 19 décembre 2018 à Atbara, ville du Nord-Est, contre la hausse du prix du pain et pour le départ d'Omar al-Bechir.



À Khartoum, la police disperse une manifestation.

dans les banques, et le pain lui-même devenait rare dans les boulangeries. Les prix des médicaments avaient augmenté de 50 % les derniers mois et l'inflation atteignait officiellement un rythme annuel de 70 %, et était bien plus élevée en réalité. La crise de toute l'économie soudanaise s'était aggravée depuis l'indépendance du Soudan du Sud, qui avait privé le pays des ressources provenant de l'exploitation du pétrole dans cette région. Pour autant, cette rente pétrolière n'avait jamais profité à la partie la plus pauvre de la population. Elle avait pour l'essentiel alimenté les comptes en banque d'Omar al-Bechir et de son clan et servi à financer les dépenses d'armement. Seule une infime partie en avait rejailli sur une certaine petite bourgeoisie, et rien sur la population. Parallèlement à cette corruption, les injonctions du FMI avaient aussi largement joué leur rôle dans cette descente aux enfers. Les institutions financières internationales avaient inspiré à Omar al-Bechir son plan d'austérité, exigeant notamment l'arrêt des subventions aux produits de première nécessité qui permettaient à la population la plus pauvre d'échapper un peu à la faim.

Malgré la répression, la population continua à manifester. Si la révolte de décembre 2018 fut spontanée, une direction

se hissa rapidement à sa tête, l'Association des professionnels soudanais (APS). Celle-ci n'était pas issue des manifestants eux-mêmes, mais constituée par les représentants de huit corps de métiers de la petite bourgeoisie qui s'étaient regroupés après les émeutes de 2013 : ingénieurs, avocats, médecins, enseignants du supérieur. Ils avaient réussi à s'organiser et à survivre dans la clandestinité ou à l'étranger, et bénéficièrent rapidement d'un soutien massif parmi les manifestants grâce à leurs appels à continuer le mouvement.

L'APS apparaissait comme un gage de l'unité du mouvement, et cet aspect se trouva conforté lorsque le 1^{er} janvier 2019 elle constitua avec les principaux partis politiques du pays l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC). La déclaration fondatrice de cette Alliance exigeait avant tout le départ d'Omar al-Bechir et son remplacement par un gouvernement transitoire pour une période de quatre ans, avant de procéder à des élections. Ce programme prévoyait des mesures progressistes, et notamment de « combattre toutes les formes de discrimination et de persécutions auxquelles sont en butte les femmes soudanaises », dans un pays depuis longtemps régi par la loi islamique mais où les femmes étaient nombreuses dans les manifesta-

tions. Concernant les revendications économiques, face à la hausse infernale des prix et aux pénuries qui avaient jeté les premiers manifestants dans la rue, il était cependant juste question d'« enrayer la détérioration économique et améliorer la vie des citoyens dans tous les domaines ».

Outre l'APS, les principaux signataires étaient le parti Oumma, parti religieux islamique dont le dirigeant, Sadek al-Mahdi, avait dirigé l'éphémère gouvernement civil de 1986, une coalition de groupes armés hostiles au régime et le Parti communiste soudanais (PCS). Ses militants sortaient de prison et faisaient localement bénéficier le mouvement de leurs capacités d'organisation. Mais, en signant ce texte, le PCS confirmait renoncer à toute politique indépendante pour la classe ouvrière et se refusait même à mettre en avant les revendications vitales qui avaient suscité la révolte. C'était aussi trahir le courage de ses militants, qui auraient peut-être pu proposer une autre politique et trouver pour cela l'audience nécessaire. Ce n'était malheureusement pas une nouveauté, toute l'existence de ce parti ayant été marquée par la participation à de tels fronts unis, quand ce n'était pas, comme avec Nimeyri, par la recherche au sein des militaires d'un allié auquel se raccrocher.

Les manifestations continuèrent dans tout le pays, malgré l'état d'urgence et la répression, jusqu'à ce que, le 6 avril dernier, l'ALC appelle à converger vers le siège de l'état-major à Khartoum pour y tenir jour et nuit un rassemblement permanent. Cinq jours plus tard, incapables de calmer la pression de la rue, les chefs militaires qui entouraient Omar al-Bechir l'obligèrent à démissionner et prirent sa place, se constituant en un Conseil militaire de transition.



EPA

Rassemblement devant le QG de l'armée, jeudi 11 avril 2019.

APRÈS LA CHUTE D'OMAR AL-BECHIR

Omar al-Bechir une fois évincé, la politique de l'ALC et de l'APS s'est bornée à tenter de faire pression sur le Conseil militaire de transition. Appelant les manifestants à maintenir leur présence devant le siège de l'état-major, elle maintenait l'illusion qu'ils pourraient ainsi convaincre le Conseil militaire de transition et obliger les hauts gradés qui le constituaient à consentir à un arrangement. Jamais l'APS, devenue la direction du mouvement, n'envisagea de le préparer à un affrontement qui s'annonçait pourtant comme inévitable, condamnant même toute initiative qui aurait pu aller dans ce sens.

Cela eut quelque temps l'apparence de l'efficacité car les militaires, soucieux de gagner du temps, semblèrent faire des concessions. Ils évincèrent ainsi à son tour le vice-président d'Omar al-Bechir, le général Ibn Awf, dont la nomination à la tête du Conseil militaire de transition avait déclenché la fureur de la foule massée au-



STATESMAN NEWS SERVICE

Jeunes manifestants.

tour du siège de l'état-major. La ficelle était un peu trop visible, et le général al-Bourhane qui le remplaça présentait l'avantage d'être moins connu, bien qu'ayant participé comme tous les hauts gradés soudanais aux tueries perpétrées sous le dictateur renversé. Le général Hemetti resta le numéro deux de la junte, lui dont les milices baptisées janjawids avaient semé la terreur au Darfour avant de devenir, sous le nom de Forces de soutien rapides (FSR), le fer de lance de la répression sous Omar al-Bechir et jusqu'à sa chute.

Le Conseil militaire de transition engagea aussi d'intermi-

nables négociations avec l'ALC, lui concédant sur le papier la création d'organes conjoints qui auraient mêlé militaires et civils pour diriger le pays. Il était cependant évident que dans les faits les militaires entendaient garder les rênes et conserver dans de tels organes la majorité et les postes décisifs. L'ALC appela à une manifestation de masse à Khartoum le jeudi 3 mai pour tenter de les faire fléchir, puis à une autre les 28 et 29 mai. Mais à cette date l'état-major avait déjà décidé que le temps n'était plus à la ruse, et qu'il fallait en finir avec le mouvement.

Le vendredi 31 mai, c'est lui

qui organisa une contre-manifestation où des milliers d'habitants des campagnes furent transportés à Khartoum pour y clamer des slogans tels que « Le pouvoir aux militaires », « Le pouvoir à l'islam ». Les forces de répression se firent de plus en plus présentes près du rassemblement autour de l'état-major et finalement, le 3 juin, les Forces de soutien rapide d'Hemetti, les membres des services de sécurité et les hommes de main des partis intégristes déferlèrent sur le campement, se livrant à de nombreuses atrocités contre les opposants.

Depuis, tandis que la terreur règne, les dirigeants de l'opposition se bornent à appeler les chefs militaires à condamner la tuerie, comme si ce n'était pas eux-mêmes qui l'avaient commanditée, et comptent surtout sur des médiations internationales pour une hypothétique reprise des négociations.

IL FAUT UNE POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

Après bien d'autres, les classes populaires et les travailleurs soudanais payent ainsi de leur sang l'absence d'une direction révolutionnaire, qui aurait permis au mouvement de se préparer à l'affrontement avec un appareil militaire qui ne pouvait envisager autre chose que de prendre la suite de la dictature précédente. Au lieu de cela, la seule politique qui leur était proposée était la recherche d'un compromis avec les chefs de l'appareil de répression.

On ne pouvait certainement pas compter sur les hommes de l'APS pour proposer une autre politique. Issus de la fragile petite bourgeoisie soudanaise, ils reflétaient les timides aspirations de cette couche sociale à participer au pouvoir et au partage des richesses. En l'absence d'autre direction, ils avaient



Les forces de soutien rapide sèment la terreur.



Le campement des manifestants à Karthoum dévasté après le passage des forces de soutien rapide, le 3 juin.

été portés à la tête du mouvement par leur résistance à la répression sous Omar al-Bechir et leurs appels à la poursuite des manifestations au début

du soulèvement. Ils étaient cependant organiquement incapables d'envisager comment mener jusqu'à la victoire la lutte engagée par les masses.

Comme tant d'autres de leurs semblables dans les révolutions du passé, ils ont ainsi contribué à lier d'avance les mains des manifestants. Même après que la répression se fut abattue le 3 juin, un porte-parole de l'APS déclarait encore, cité par le journal *l'Humanité* : « *Le pacifisme est et reste notre force et notre mot d'ordre. L'APS et les membres de l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC) en général tiennent à ce que notre mouvement continue dans cette voie. Car c'est une voie déroutante pour les milices de l'ancien régime, qui se sentent désarmées face à notre détermination. Ce serait justement leur intérêt que de nous pousser à prendre les armes afin d'écraser notre révolution. C'est donc en insistant par des actions pacifiques et civiles, comme la grève générale et les barrages, que l'on gagnera notre combat. Répondre à la violence par la violence est un piège dans lequel le peuple soudanais ne tombera pas.* » Ces formules résument une politique qui s'est avérée suicidaire et qui n'a évidemment en rien « dérouté » des bourreaux décidés à verser le sang.

À travers l'APS, la petite bourgeoisie soudanaise a tenté de jouer sa carte, espérant être admise à participer à un gouvernement civil en tant que représentante du mouvement de contestation. Sa tâche aurait alors été de le faire refluer, au moins aussi longtemps que les masses mobilisées auraient eu l'illusion d'un changement possible. Cela s'est révélé une impasse. Les chefs de l'état-major pouvaient bien lâcher du lest face au soulèvement, évincer Omar al-Béchir, négocier avec l'opposition civile. Quant à abandonner le pouvoir, ou même le partager durablement, ils ne pouvaient guère l'envisager. Une première raison est bien sûr qu'ils tiennent à conserver les

privèges et les richesses que leur confèrent leurs positions à la tête de l'État et qu'ils sont prêts à s'y accrocher jusqu'au bout, sans hésiter à utiliser les forces de répression dont ils ont le contrôle. Mais la raison est aussi et surtout que les militaires qui dirigent le Soudan depuis des décennies, et qui le font pour le compte de la bourgeoisie et de l'impérialisme, ont une longue expérience de la façon de s'opposer aux mouvements de masse. Ils savent bien que, si l'APS et l'ALC se seraient contentées d'un compromis, un mouvement populaire comme celui qui a éclaté à la fin de l'année dernière ne rentre pas si facilement dans son lit en se contentant de mots. Or il n'était question ni pour la bourgeoisie ni pour l'impérialisme de donner une quelconque satisfaction à ses revendications matérielles. Dans la situation catastrophique que connaît le Soudan, mieux valait donc aux yeux des militaires donner tout de suite à ces revendications la seule réponse dont ils disposent : une répression sanglante.

L'inquiétude des chefs militaires soudanais face au mouvement populaire ne leur est d'ailleurs pas propre. Dans la situation économique dramatique où se trouvent aujourd'hui nombre de pays pauvres, notamment en Afrique et dans le monde arabe, leur attitude est clairement un avertissement à toutes les populations qui seraient tentées de se révolter. Derrière les généraux de Khartoum se tiennent les parrains du Soudan dans le monde arabe, l'Arabie saoudite, l'Égypte et les Émirats arabes unis en particulier, mais aussi les dirigeants de la bourgeoisie mondiale et de l'impérialisme.

La réponse ultime que les classes dominantes ont donnée aux masses soudanaises en lutte, le recours à une répres-

sion sanglante, est celle qu'elles ont toujours donnée aux mouvements de révolte des classes exploitées, quitte à se livrer à un massacre dont l'écrasement de la révolte ouvrière de juin 1848 à Paris a déjà donné un exemple. À l'époque la soldatesque, déjà entraînée à la répression dans l'Algérie en voie de colonisation, avait donné toute sa mesure contre les travailleurs parisiens, un peu comme les troupes du général Hemetti, entraînées à la répression au Darfour, ont pu ensuite agir contre les manifestants de Khartoum. Devant la menace que les travailleurs se donnent les moyens de mener jusqu'au bout la lutte pour leurs intérêts de classe, la bourgeoisie dominante se prémunit en menant avec détermination sa lutte de classe propre, en se servant des moyens du pouvoir dont elle dispose et qui sont fondamentalement ceux de l'appareil d'État et de ses bandes armées.

L'avertissement ne date pas d'hier. Dans son fameux « toast de Londres » de 1851, Auguste Blanqui le faisait déjà en constatant, à propos des révolutions de 1848 et de leur écrasement : « *On se prosterne devant les baïonnettes, on balaye les cohues désarmées.* » Et il déclarait au contraire : « *Les armes et l'organisation, voilà l'élément décisif de progrès, le moyen sérieux d'en finir avec la misère. Qui a du fer, a du pain.* » C'était déjà affirmer la nécessité d'un parti et d'une politique révolutionnaire du prolétariat pour l'armer contre la bourgeoisie. Le faire est encore plus indispensable aujourd'hui, à l'heure où la crise de l'économie capitaliste plonge des masses croissantes dans la misère et les met face à la nécessité impérieuse de renverser un système et des classes dominantes qui ont fait leur temps.

27 juin 2019



Les taux d'intérêt au plus bas, manifestation du parasitisme achevé du capitalisme

Mercredi 30 janvier, devant la menace, annoncée de toute part, d'une entrée en récession de l'économie américaine, la banque centrale des États-Unis, la FED, a annoncé une pause dans le relèvement principal de taux directeur. La FED, soucieuse de rassurer les marchés financiers sur leurs possibilités d'accéder à de l'argent pas cher, a promis qu'en 2019 ces taux resteraient à 2,5%, soit le plus bas taux pratiqué par la banque centrale en fin de cycle (à la veille d'une récession) depuis au moins quarante ans. En Europe, la même tendance se confirme. La Banque centrale européenne, la BCE, si elle a réduit la quantité d'argent qu'elle injecte dans les marchés financiers, maintient ses taux directeurs à 0%. Il en va de même au Japon et au Royaume-Uni. Au total, cela fait près de dix ans, du jamais vu, que les taux directeurs des banques centrales des pays riches restent au plus bas, malgré tous les inconvénients que cela entraîne. Une telle situation n'est pas fortuite, elle est la manifestation, à sa manière, de l'impasse dans laquelle se trouve l'économie capitaliste.

TAUX D'INTÉRÊT ET TAUX DE PROFIT

Contrairement au taux de profit des entreprises dont il est difficile de dégager de la comptabilité bourgeoise une estimation, les taux d'intérêt s'affichent eux quotidiennement en clair sur tous les écrans du monde, anxieusement suivis par les commentateurs économiques et les boursicoteurs de tout poil. Cet affichage sème nombre de fausses idées sur les richesses et leur création, sur le capital et le profit. Les possesseurs d'un livret d'épargne ou d'un plan d'épargne logement sont assimilés à des capitalistes, à des financiers valorisant leurs économies. Il n'y aurait que des différences d'échelle. Du point

de vue de la classe dominante, cette confusion a la vertu de masquer la source de toute création de richesses, l'exploitation du travail salarié. C'est en réalité un vieux débat. Dans plusieurs chapitres du *Capital*¹, Marx discute des intérêts et du profit. Il commence par distinguer soigneusement: d'un côté les capitalistes financiers, ceux qui disposent de capitaux de prêt, de sommes d'argent qu'ils peuvent prêter; de l'autre les capitalistes industriels, qu'il qualifie d'actifs, susceptibles d'emprunter ces capitaux de prêt, de les convertir en moyens de production, en marchandises et en salaires. C'est là seulement que cet argent devient réellement capital, générant de la plus-value, du travail non payé, généré par l'exploitation

de la force de travail des travailleurs, accumulée au cours du processus de production.

Ce n'est pas parce qu'aujourd'hui les industriels ont souvent une activité financière que cette distinction n'existe plus. Ils agissent en fait soit en industriels, quand ils font produire des marchandises, soit en financiers, quand ils jouent le rôle de banquiers. Cette distinction permet de comprendre que la source de toute nouvelle richesse se trouve dans la plus-value, les intérêts étant prélevés sur ces profits par le capitaliste industriel pour rémunérer le capitaliste financier de son prêt. Ainsi, il n'y a pas double source de création de richesse mais partage du profit en intérêt et en profit restant au

¹ Marx, *Le Capital*, livre III, chapitres XXI, XXII et suivants.

sein de l'entreprise (profit d'entreprise). Même s'il y a des passerelles entre elles, les sphères de la finance et de la production de marchandises restent distinctes. Quand des financiers prêtent à des financiers, il n'y a pas de création de richesses. Il n'y a là qu'un transfert d'une richesse créée ailleurs, dans la production, de main en main, en fonction du rapport de force et des contrats conclus entre eux. Ainsi globalement la finance n'absorbe-t-elle qu'une fraction de la plus-value extorquée aux travailleurs dans la production.

Reste à savoir dans quelles proportions se fait ce partage, comment sont déterminés les taux d'intérêt eux-mêmes. Dans ces mêmes chapitres du *Capital*, Marx affirme, ce que 150 ans de fluctuations ultérieures confirmeront, qu'il « n'existe aucun taux naturel de l'intérêt », « il n'existe point de loi sur le partage hormis celle dictée par la concurrence ». Dans la production, la plus-value, qui donnera le profit une fois les marchandises vendues, est déterminée par le degré d'exploitation. Dans le monde des financiers, c'est pour l'essentiel le marché qui règle les affaires. Le taux d'intérêt, la valeur du capital argent, est donc réglé par l'offre et la demande de capital de prêt, c'est-à-dire la concurrence entre prêteurs et emprunteurs sur les marchés financiers, la demande consistant en besoins de capitaux argent de la part des emprunteurs, tandis que l'offre est la masse d'argent disponible entre les mains des prêteurs. La seule limite supérieure du taux d'intérêt étant celle d'un taux absorbant tout le profit de l'industriel.

LE RÔLE DES BANQUES CENTRALES

C'est le marché qui fixe les taux d'intérêt. Mais, sur ce marché, l'intervention des banques

centrales est permanente. Elles peuvent même donner l'impression d'y faire la pluie et le beau temps. En réalité, les banques centrales défendent sur le marché la continuité du système lui-même, c'est-à-dire les intérêts généraux des banquiers et autres capitalistes de la finance. Elles interviennent au travers de quelques outils, deux ou trois taux directeurs, qu'elles font varier en fonction de la phase du cycle de l'économie capitaliste, les remontant lors de la phase d'expansion et les réduisant dans les phases de dépression. Ces taux directeurs déterminent les taux d'intérêt auxquels les banques et les institutions accréditées peuvent se financer au jour le jour, à court terme, auprès de la banque centrale. Ces banques prêtent à leur tour ces capitaux aux entreprises, aux États, se prêtent entre elles, mais à un taux déterminé par le marché, en fonction de l'offre et de la demande de capitaux, de la durée du prêt, de l'inflation estimée sur la durée du prêt et, donnée essentielle, du caractère plus ou moins spéculatif de l'opération ainsi que des effets d'aubaine. Ainsi, au début de l'année 2019, l'État allemand pouvait profiter de l'inquiétude des banques et des institutions financières face au ralentissement général de l'économie pour emprunter sur les marchés à dix ans à 0,07%, voire à taux négatif

pour des durées inférieures, les emprunts d'État allemand étant considérés comme des valeurs refuges, garanties par la solidité de l'État allemand. L'État italien, lui, devait s'acquitter de taux variant autour de 3%, beaucoup plus mais bien peu finalement en comparaison des taux ponctionnant les finances des États grec, turc ou argentin.

Les taux directeurs fixés par les banques centrales doivent cependant correspondre à ce que le marché est prêt à accepter. Les banques qui empruntent à court terme auprès de la banque centrale prêtent ces mêmes capitaux à long terme, sur dix, vingt ou trente ans... Une partie de leurs bénéfices vient de la différence de taux entre les emprunts à court terme et les prêts à long terme. Elles ont donc intérêt à ce que les taux à long terme restent supérieurs aux taux à court terme. Or, début décembre, les marchés, anticipant la récession, ont fait baisser les taux à long terme, certains devenant inférieurs à des taux plus courts. On peut ainsi dire, sans se tromper, que ce sont les marchés qui ont imposé à la FED sa décision de suspendre la hausse de ses taux. Aussi les taux directeurs ne le sont-ils que dans leur nom, tant il est difficile de dire s'ils dirigent ou s'ils sont dirigés.

Lors des crises, les taux di-



Une histoire des taux directeurs de la FED, sous ses présidents successifs, depuis 1979.

recteurs sont des instruments de politique monétaire essentiels pour la classe capitaliste. En période de dépression, les banques centrales baissent les taux directeurs afin de permettre aux capitalistes en difficulté de trouver facilement de l'argent, dans une situation où les échanges entre financiers se raréfient, où le crédit se bloque, les acteurs se méfiant les uns des autres. C'est la version moderne de la planche à billets. Les banques centrales jouent ainsi le rôle de pompiers du système financier. Elles ont même été créées pour cela, les banquiers étant conscients de l'instabilité de leur système et de la nécessité d'un « prêteur en dernier ressort », capable de leur sauver la mise. C'est ce qu'elles firent après le krach de 1929, à deux reprises dans les années 1970, puis après celui de 1987 en réduisant franchement leurs taux directeurs. Et lors de la crise financière de 2002, elles utilisèrent le même remède pendant plus de deux ans. C'est sur ce terreau d'argent quasiment gratuit que s'est formée la gigantesque bulle qui a éclaté en 2008. Les banques centrales ont alors de nouveau ramené leurs taux d'intérêt à zéro. Mais le krach de 2008 s'est révélé sans commune mesure avec les précédents. La simple baisse des taux n'ayant pas suffi à réactiver le crédit, les banques centrales ont inventé de nouvelles mesures, dites non conventionnelles, pour injecter toujours plus d'argent dans le système.

En période de relative expansion, avec la promesse de davantage de profits, les entreprises cherchent à nouveau des capitaux de prêt et les taux d'intérêt ont tendance à remonter, pour le plus grand bonheur des banques. Et les banques centrales accompagnent le mouve-

ment. Depuis les années 1980, elles ont un objectif d'inflation, en général de la maintenir inférieure à 2 %, assez pour rogner les salaires, pas plus pour éviter tout emballement du système. En remontant leurs taux, elles se donnent aussi les moyens d'intervenir pour la phase suivante, ces moyens consistant en leur capacité à rouvrir les vannes du crédit en faisant redescendre leurs taux. Ainsi, à la veille de la crise de 2001, le taux directeur de la FED était de 6,5 %. Il fut ramené à 1 % en 2003. Il remonta à 5,25 % en 2007 pour redescendre à 0 % en 2009. Depuis 2016, il remonte lentement mais semble bien désormais devoir plafonner à 2,5 % à la veille de la récession américaine annoncée de toute part, ce qui fait dire à certains commentateurs que, « *si la récession survient d'ici peu [...], la Fed ne disposera pas de la marge de manœuvre suffisante pour mener, en abaissant ses taux d'intérêt, la relance qui serait nécessaire* ».²

DES VARIATIONS CYCLIQUES...

La concurrence entre prêteurs et emprunteurs qui détermine les taux d'intérêt dépend non seulement de l'activité économique des uns et des autres, de leurs capacités et de leurs besoins, surtout du rapport de force entre eux, mais elle dépend aussi du cycle de l'économie en général. Ainsi Marx notait il y a 150 ans qu'« *on verra qu'un niveau peu élevé de l'intérêt correspond aux périodes de prospérité et de profit extra; que la hausse de l'intérêt correspond à la transition entre la prospérité et son opposé et qu'enfin le maximum d'intérêt, jusqu'à l'extrême limite de l'usure, à la crise* »³. À partir de l'analyse

des crises de 1847 et de 1857, des cycles du crédit et des taux d'intérêt, Marx souligne le rôle du crédit dans le cycle de l'économie capitaliste. Quand le capital est engagé, le cycle de production pas achevé, les marchandises en cours de fabrication, les industriels ne réussissent à traverser le cycle que grâce au crédit accordé en vue des ventes futures. Mais, dans sa description, il distingue le crédit commercial, que les capitalistes occupés dans la reproduction du capital s'accordent mutuellement, du crédit bancaire. Le crédit commercial fait appel aux lettres de change, aux titres de créance à échéance déterminée, tandis que le crédit bancaire fait usage de capital porteur d'intérêt. Dans la phase du cycle industriel qui suit immédiatement une crise, le taux d'intérêt est au plus bas, « *indice d'une multiplication du capital pratable, précisément en raison de la contraction et de la paralysie du capital industriel* ». Dans la phase de reprise qui suit, « *le taux d'intérêt reste encore peu élevé, même s'il s'élève au-dessus de son niveau le plus bas* ». Marx précise plus loin que le taux d'intérêt peu élevé de cette partie du cycle signifie que « *le crédit commercial encore solide, volant de ses propres ailes, n'a besoin que dans une faible mesure du crédit bancaire* ». Ensuite l'intérêt monte et atteint son maximum « *dès qu'éclate la nouvelle crise: le crédit cesse brusquement, les paiements sont suspendus, le procès de production paralysé et, aux exceptions près que nous avons déjà notées, on constate, parallèlement à une pénurie presque totale de capital de prêt, une surabondance de capital industriel sans emploi* ».⁴ Cette description correspond parfaitement à ce qui s'est passé entre la Deuxième Guerre mondiale et la crise des

2 James Bradford DeLong, « États-Unis: la prochaine crise arrive, et on sait d'où elle vient », *Les Échos* du 9 janvier 2019.

3 Marx, *Le Capital*, chapitre XXII du livre III.

4 Marx, *Le Capital*, Livre III, chapitre XXX.



Ruée à la banque Seamen's Savings lors de la panique de la crise de 1857.

années 1970. Les taux d'intérêt sont restés au plus bas pendant les années 1950, avant de se relever au fur et à mesure que les marchés se saturaient, les entreprises investissant de plus en plus pour faire baisser les prix de leurs marchandises face à une concurrence internationale croissante. Les taux d'intérêt ont ensuite atteint des maxima sans précédent lors du déclenchement de la crise, entre le milieu des années 1970 et le début des années 1980, « lorsqu'il fallait emprunter à n'importe quel prix pour pouvoir payer »⁵. Depuis, les taux d'intérêt montent et descendent au gré des crises qui se succèdent (1975, 1982, 1991, 2001, 2009), s'effondrant juste après la crise elle-même et se relevant jusqu'à la suivante.

S'il y a une différence à noter entre le milieu du 19^e siècle et aujourd'hui, c'est dans la place de la finance dans l'économie capitaliste, une place qui a radicalement changé. Au milieu du 19^e siècle, les capitalistes financiers jouaient un rôle somme toute secondaire dans le financement des investissements. Ainsi, lors des « périodes

de prospérité et de profit extra », les capitalistes industriels ne cherchaient pas d'abord à emprunter auprès des capitalistes financiers pour lancer ou développer leurs affaires. Ils avaient tendance à se financer eux-mêmes en prenant sur leur fortune personnelle ou sur les profits du cycle de production précédent pour commencer le cycle suivant. Leurs profits pouvaient suffire. De même, en dehors des crises elles-mêmes, le recours au crédit commercial entre industriels, entre industriels et commerçants, permettait à l'industrie de se passer dans une certaine mesure des capitalistes financiers. Le rapport de force sur le marché entre emprunteurs et prêteurs était ainsi défavorable aux prêteurs et les taux d'intérêt avaient tendance à rester assez bas, ainsi que l'explique Marx. Depuis la fin du 19^e siècle, le développement des monopoles, la concurrence internationale, le volume des capitaux à mobiliser pour produire, tout cela concourut à la prééminence de la finance, des banques sur l'industrie. L'autofinancement fut de plus en plus secondaire et le

recours aux capitaux de prêt de plus en plus systématique. Lors des périodes d'expansion, les taux d'intérêt remontent plus rapidement que du temps de Marx.

... ET UN MOUVEMENT DE FOND

Au-delà de ces variations cycliques, on peut noter depuis le début des années 1980 une baisse continue des taux d'intérêt réels. Ainsi la moyenne des taux longs des pays du G7 est passée de 4,27% de 1985 à 1989 à 2,68% entre 2000 et 2004, à 1,85% de 2005 à 2009, et à 0,45% de 2010 à 2013. Ils n'ont guère bougé depuis. Dans les économies des pays pauvres, les taux longs réels ont également décliné, passant de 11% en 1998 à 2% en 2007, pour ensuite se stabiliser. Un tel mouvement des taux d'intérêt ne peut s'expliquer que par une modification globale du rapport de force entre offre et demande de capital de prêt, une modification en fait caractéristique de la crise générale dans laquelle se trouve l'économie capita-

5 Marx, *Le Capital*, chapitre XXII du livre III

liste depuis le début des années 1980.

Dans un premier temps, il faut noter que ces taux d'intérêt réels calculés à l'échelle mondiale (les spécialistes parlent d'un taux d'intérêt réel mondial) ne sont pas le fruit d'une simple opération mathématique. L'une des transformations majeures qui se sont opérées dans les années 1980 est justement l'intégration, le décloisonnement au niveau mondial des marchés financiers, permettant à l'argent collecté par les différents circuits de la finance de circuler quasiment sans obstacle entre toutes les places. Cette intégration répondait à une nécessité du système capitaliste en crise. Dès avant la crise des années 1970, les entreprises étaient à la recherche de capitaux pour soutenir la concurrence internationale croissante, empruntant alors à des taux de plus en plus élevés. La crise elle-même fut enrayée par un recours massif au crédit. Les États s'endettèrent pour soutenir leur bourgeoisie, les banquiers, les industriels. La bourgeoisie aussi eut recours au crédit pour financer ses pertes d'exploitation. Les marchés financiers du monde entier étaient en concurrence pour attirer à eux l'argent dont ils avaient besoin. Les plus forts dans cette concurrence furent les États-Unis, qui relevèrent alors plusieurs fois leurs taux directeurs pour leur faire atteindre des sommets jamais égalés. S'appuyant sur la position dominante du dollar, ils drainèrent ainsi vers eux une grande part des capitaux de prêt disponibles, asséchant le marché et plongeant par ricochet nombre de pays pauvres dans une crise de la dette dont ils ne se remirent jamais vraiment.

L'intégration des marchés financiers qui suivit permit aux capitalistes de mettre toute la planète à contribution pour

éteindre l'incendie capitaliste. En particulier, elle permit aux États-Unis de convertir les montagnes d'excédents d'épargne des pays asiatiques et européens en capitaux de prêt finançant son déficit public, colossal, et son économie. En connectant les marchés financiers les uns aux autres, l'offre globale de capitaux de prêt augmenta là où les capitalistes en avaient besoin, dans les pays capitalistes les plus riches. Dans l'ensemble, à partir des années 1980, et au contraire des années 1970, les taux des pays industrialisés se mirent à évoluer d'un même pas, à la fois resserré et à la baisse.

Aujourd'hui, les taux bas sur les marchés financiers sont devenus une nécessité pour le capitalisme en crise permanente. Le système financier se comporte comme un drogué. Les capitaux que les financiers empruntent auprès des banques centrales constituent la matière première avec laquelle ils font de l'argent. Les taux auxquels ils empruntent constituent en quelque sorte leurs frais de production et les taux auxquels ils prêtent leur permettent de réaliser leurs marges. Or ces dernières années, pour sauver leur peau, les capitalistes ont emprunté à des taux très bas sur des durées pouvant aller jusqu'à plusieurs dizaines d'années. Le remboursement des emprunts se faisant avec de nouveaux emprunts, une remontée trop brusque des taux signifierait, pour reprendre l'expression du banquier Artus, un bain de sang. Il faut donc que le système réinjecte encore et toujours de l'argent pas cher. Certes, les banques centrales sont conscientes que maintenir des taux si bas n'est qu'une fuite en avant, à la source des bulles financières et d'un endettement public et privé battant tous les records et gros de danger. Sans compter qu'elles ont besoin de regagner des marges de manœuvre

pour affronter la prochaine crise. Elles cherchent donc à désaccoutumer le malade en essayant de réduire petit à petit la quantité de drogue nécessaire. C'est ainsi que la FED a remonté prudemment ses taux et que la BCE arrête progressivement ses rachats d'actifs. Mais, on l'a vu, en dernier ressort, ce sont les marchés les véritables maîtres du jeu. Les banques centrales sont ainsi condamnées à subventionner toujours et encore la finance, en faisant tourner la version moderne de la planche à billets que sont les bas taux d'intérêt.

DERRIÈRE LES TAUX BAS, LA CRISE PERMANENTE

Si la finance tourne ainsi sur elle-même, c'est sur le fond en raison de la crise permanente de l'économie capitaliste. Les marchés financiers débordent de capitaux de prêt tandis que la demande de la part des industriels, leurs investissements, reste en berne, un rapport de force qui contribue à maintenir les taux au plus bas. Avec la crise, le volume d'argent entre les mains des financiers a considérablement augmenté. Les profits dégagés par la production mais ne trouvant plus d'emploi dans la production elle-même se sont accumulés dans la finance. Selon certaines estimations, les actifs financiers, qui donnent une image de cette accumulation, se sont accrus dans le monde de 12 000 à 241 000 milliards de dollars entre 1980 et 2007. Rapportés au PIB, ils auraient été multipliés par trois en trente ans, une tendance qui s'est encore développée depuis la crise de 2008.

Financiarisation et recul de l'investissement productif dans les pays riches sont les deux faces de la même médaille. Dans les statistiques des institutions bourgeoises, les investissements peuvent se mesurer au

travers de la formation brute de capital fixe, une catégorie qui englobe non seulement les investissements en machines, locaux industriels, licences, mais aussi les « investissements » en logement de tout un chacun. Cette mesure de l'investissement est donc loin d'être parfaite, mais c'est la seule. Les données de la Banque mondiale⁶ indiquent que la part de la formation brute de capital fixe dans le PIB a diminué de plus de 5 points dans l'ensemble des quatre-vingts pays les plus riches entre le milieu des années 1970 et aujourd'hui. Ce recul représente pour une année l'équivalent de plusieurs milliers de milliards de dollars en moins, un trou de 670 milliards de dollars rien que pour les États-Unis, 400 milliards d'euros pour un pays comme la France... Pour les États-Unis, le recul s'est surtout fait dans la dernière période, depuis 2008.

Mais il est manifeste pour l'ensemble des pays capitalistes avancés depuis le milieu des années 1970. Quant aux pays dits émergents, ce que montrent les statistiques de la Banque mondiale, bien qu'elles soient sans doute encore moins fiables

que pour les pays riches, c'est que leurs investissements sont loin d'avoir compensé le recul de ceux des pays industrialisés, le solde mondial étant négatif.

Malgré un accès quasi illimité au crédit gratuit, l'investissement n'a pas repris. La relation



Part de l'investissement (en %) dans le PIB des 80 pays aux revenus les plus élevés (source Banque mondiale).



Des ouvrières dans une conserverie de poisson au Portugal.

⁶ https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NE.GDI.FTOT.ZS?end=2017&locations=US-FR-DE-JP-GB-EU&name_desc=false&start=1960&view=chart

entre le capitalisme financier et le capitalisme industriel est celle du parasitisme grandissant du secteur financier absorbant sans retour les profits dégagés dans la production. L'économie capitaliste est dans une ornière dont elle est incapable de sortir. Depuis le déclenchement de la crise dans les années 1970, pour rétablir leur taux de profit, les capitalistes ont mené, et mènent toujours, une véritable guerre sociale aux travailleurs : réduction des salaires réels, fermetures d'usines, chômage de masse, remise en cause des salaires différés, pensions de retraite et de chômage, démantèlement des services publics... La part dans la valeur ajoutée des profits avant distribution sous forme de dividendes, d'in-

vestissements ou de rachats d'actions a ainsi augmenté, passant de 5% à 24% en Europe et de 5% à 12%⁷ aux États-Unis entre 1980 et 2015, tandis que la part des salaires a baissé, passant de 68% à 60% en Europe et de 65% à 58% aux États-Unis. Diminution des capacités de consommation des masses d'un côté, hausse des profits et baisse relative de l'investissement de l'autre, la bourgeoisie accumule ses fortunes en réduisant les deux débouchés de la production, celui des biens de consommation et celui des biens de production, faisant pousser sur ce terreau bulles et instabilités financières annonçant de nouvelles crises.

L'Union européenne a interrogé en 2017 les patrons européens sur ce qu'ils estiment

être des obstacles à leurs investissements⁸ : la disponibilité de financement arrive quasiment en dernier, tandis que « l'incertitude quant à l'avenir » arrive en premier. Il existe pourtant des dizaines de millions de chômeurs partout sur la planète qui ne demandent qu'à être utiles à la société. Et l'humanité a quantité de besoins élémentaires qui ne sont pas satisfaits. Que les capitalistes, sur la base de la propriété privée, conservent le pouvoir de décider des investissements, de leur nature comme de leur ampleur, qu'ils conservent le pouvoir d'organiser et d'orienter la production, tel est le principal obstacle au développement humain.

15 avril 2019



7 *L'économie mondiale 2019*, CEPII, La découverte, collection Repères.

8 Enquête EIBIS 2017 citée dans le Rapport sur l'investissement 2017/2018 de la Banque européenne d'investissement.



Cause animale, véganisme et antispécisme

Cet exposé a été présenté à la fête de Lutte ouvrière à Presles (8-10 juin derniers), parmi plusieurs dizaines d'autres conférences-débats.

La cause animale a le vent en poupe depuis une petite dizaine d'années en France, en particulier dans la petite bourgeoisie et dans la jeunesse. Nous en avons eu la démonstration tout récemment, au moment des élections européennes, avec les scores du Parti animaliste et d'Europe écologie – Les Verts. Le Parti animaliste, apparu sur la scène politique très récemment (2016), totalement boycotté par les médias pendant la campagne électorale et qui a dénoncé l'absence de ses bulletins de vote dans un certain nombre de bureaux de vote, a ainsi obtenu plus de 2% des voix.

Si la cause animale est de plus en plus prise en considération, cela tient d'abord à l'écœurement et à la révolte devant les conditions ignobles d'élevage, de transport et d'abattage des animaux destinés à l'alimentation humaine, et nous ne pouvons que partager cette indignation. La sensibilité à la souffrance animale est aussi alimentée par les dernières découvertes scientifiques sur le comportement des animaux. Celles-ci font en effet avancer notre compréhension de ce que peuvent ressentir les animaux. Elles permettent de comprendre qu'ils peuvent souffrir, que les plus complexes d'entre eux peuvent

avoir une conscience de soi, et même une conscience d'autrui, ainsi qu'une sensibilité à la souffrance d'autrui.

Les rapports entre les humains et les animaux sont déterminés par l'évolution biologique et sociale de l'espèce humaine. Ces rapports ont évolué au cours de l'histoire de l'humanité, de même que les idées sur les relations entre humains et animaux, qu'il s'agisse du simple sens commun, des conceptions religieuses ou philosophiques ou des connaissances scientifiques. La frontière entre humains et animaux a elle-même évolué. Les animaux-totems des peuples amérindiens et australiens, par exemple, étaient des animaux mythiques considérés comme les ancêtres du clan.

LES RAPPORTS ENTRE HUMAINS ET ANIMAUX : TOUTE UNE HISTOIRE

Pendant des millénaires, la survie de l'espèce humaine a été permise par la pratique de la cueillette et de la chasse, en particulier la chasse de grands animaux organisée collectivement. Il est probable que les humains avaient alors une forme de respect pour ces animaux dont la chair assurait leur subsistance et dont bien

d'autres constituants (fourrure, os, nerfs, etc.) servaient à tous les actes de la vie quotidienne. Ce que nous savons des groupes humains ayant conservé ce mode de vie jusqu'à une époque récente nous donne des indices allant dans ce sens. Par exemple, les San d'Afrique du Sud, des chasseurs-cueilleurs aujourd'hui relégués dans le désert du Kalahari, s'adressaient à chaque grand gibier pour lui expliquer qu'ils le remerciaient, qu'ils ne l'avaient tué que parce qu'ils en avaient besoin pour nourrir leur famille.

La généralisation de l'agriculture et de l'élevage à la plupart des communautés humaines lors de la révolution néolithique a considérablement changé les liens entre humains et animaux, avec la domestication de plusieurs espèces animales. Les humains se sont mis à s'occuper de leurs animaux domestiques, les ont protégés, mais ont aussi considéré que ces animaux devaient servir à leurs besoins : animaux de trait et de labour, fourniture de la laine, du cuir, des œufs et du lait, fourniture plus occasionnelle de la viande.

En Europe, jusqu'au 18^e siècle, même les intellectuels les plus progressistes considéraient que les êtres humains n'avaient rien à voir avec les animaux, pensant que

les humains seuls avaient une âme. Les premiers matérialistes, au 18^e siècle, ont rétabli l'unité entre l'humanité et le reste du vivant en expliquant que la pensée pouvait émerger de la matière. Puis Darwin, au milieu du 19^e siècle, a donné un fondement scientifique à cette vision unifiée du monde vivant et a permis de comprendre en quoi l'être humain faisait partie du règne animal, en expliquant la transformation des espèces par le moyen de la sélection naturelle. C'est dans ce contexte qu'à partir du 19^e siècle, les premières lois sur la protection des animaux sont apparues.

LES ANIMAUX DÉSORMAIS SOUMIS À LA LOI DU PROFIT

Depuis le milieu du 19^e siècle, les rapports entre humains et animaux sont soumis, comme tout le reste de la société et de son environnement, à la pression du profit capitaliste. Après la fin de la guerre de Séces-

sion aux États-Unis et le massacre des Indiens des plaines, les capitalistes américains ont choisi de prendre le contrôle du secteur de la production de viande. Dans ce grand pays vidé de ses habitants d'origine, où de vastes espaces pouvaient être consacrés à la pâture des troupeaux et à la culture des céréales destinées à leur alimentation, c'était en effet un secteur prometteur de profits importants.

Les innovations techniques, en particulier le chemin de fer et les wagons réfrigérés, permettaient de mettre en place une production centralisée et à échelle industrielle de la viande. Le même modèle de production s'est imposé plus tard à l'Europe (il n'a atteint la France qu'après la Seconde Guerre mondiale). Le reste du monde a été obligé d'organiser sa production agricole en fonction des besoins de cette industrie de la viande installée dans les pays impérialistes: les productions vivrières locales ont cédé la place aux grandes

cultures d'exportation, en partie utilisées pour l'alimentation animale.

Dès le début, les capitalistes de la viande ont mené une lutte de classe féroce. Le roman *La Jungle*, écrit par Upton Sinclair en 1906, en donne une description qui glace le sang. Ils ont imposé aux ouvriers de leurs abattoirs un travail à la chaîne destructeur, qui a d'ailleurs été copié par les capitalistes de l'automobile. Dans ses mémoires, Henry Ford explique que, pour mettre au point son système automatisé, il a été inspiré par sa visite de l'un de ces abattoirs industriels.

Les capitalistes de la viande se sont aussi imposés aux paysans, devenus leurs auxiliaires, ayant totalement perdu la maîtrise de leur production. Remarquons que cela a entraîné une profonde modification des relations entre les éleveurs et leur bétail, qui est devenu du capital: aujourd'hui en France, à raison d'une moyenne de 1400 euros par vache laitière, un troupeau de 70 vaches re-



Les abattoirs de Chicago, au début du 20^e siècle.

présente environ 100 000 euros. Des sociétés financières proposent aux particuliers d'investir dans la vache avec la promesse d'une rentabilité de 4% à 5%.

LA SOUFFRANCE ANIMALE DANS L'INDUSTRIE DE LA VIANDE

À la déshumanisation du travail humain par la course au profit correspond ce que l'on pourrait appeler la « désanimalisation » du bétail servant de matière première à l'industrie de la viande. Défendre la cause animale, chercher en particulier à ce que les souffrances des animaux menés à l'abattoir soient réduites, voire supprimées, qui ne le souhaite pas ? Ceux qui militent sur ce terrain ont toute notre considération.

Tel est le cas de Temple Grandin, une femme autiste et scientifique, professeure de sciences animales à l'université d'État du Colorado. Elle ne met pas en cause la domestication et l'élevage des animaux dans le but de consommer leur viande, mais elle milite pour leur offrir une meilleure vie et une mort sans douleur. Dans les années 1970, elle a mis au point une installation de conduite des vaches à l'abattoir, dont la forme et les dimensions sont conçues pour ne pas les stresser avant la mise à mort : cette installation respecte la tendance naturelle des bovins à suivre des courbes, les fait passer par des couloirs aux murs suffisamment hauts pour qu'ils ne voient pas les ouvriers autour d'eux, au sol revêtu de matériaux antidérapants pour éviter qu'ils glissent et chutent. Ce type d'installation a fait ses preuves et équipe désormais un bon nombre d'abattoirs industriels à travers le monde.

Temple Grandin a déclaré à propos des vaches conduites à l'abattoir : « Je sais que la na-

ture est cruelle, j'ai vraiment pas envie de mourir étripée par une meute de lions et je préférerais mourir dans un abattoir si c'était fait humainement. On élève les vaches pour nous et on leur doit un minimum de respect [...] J'ai touché la première vache avant qu'on l'étourdisse; quelques secondes après, elle n'allait plus être qu'un morceau de viande, mais l'espace d'un instant, c'était encore un être vivant. Elle était calme, et puis elle est partie. »¹

Mais il en va de la considération pour les animaux comme de celle pour les êtres humains, ce n'est pas, et ne sera jamais, une préoccupation de l'industrie agro-alimentaire capitaliste. Ceux qui militent sur ce terrain mènent un combat légitime, respectable mais vain ! Comment imaginer en effet que les capitalistes du secteur agro-industriel acceptent de réduire leurs marges par souci de la souffrance animale, alors que toute l'organisation sociale actuelle, devenue pourrissante, pousse à la recherche du profit le plus rapide, de la rentabilité financière ? Comment imaginer que les États iraient mettre

les moyens nécessaires pour mieux surveiller les conditions dans lesquelles ces animaux sont élevés puis abattus, alors qu'ils dépensent toute leur énergie à rogner les budgets publics, à s'attaquer à tous les services publics, y compris aux services vétérinaires qui pourraient justement jouer ce rôle ?

LES VRAIS RESPONSABLES, LES CAPITALISTES

Parmi ceux qui militent sur le terrain de la cause animale, il en est qui véhiculent des idées profondément réactionnaires en ne dénonçant pas les vrais responsables que sont les industriels et l'économie capitaliste, en ne faisant pas la différence entre les ouvriers des abattoirs et leurs patrons quant à leurs responsabilités dans les mauvais traitements des animaux.

L'association L214 par exemple, qui filme des vidéos choc dans les abattoirs, floute les ouvriers apparaissant dans ces vidéos, mais désigne tout de même à la vindicte publique les ouvriers ayant maltraité



La race de vache à viande Blanc Bleu Belge : l'hypertrophie musculaire, qui augmente la rentabilité de chaque bête, gêne le vêlage et oblige à procéder par césarienne.

1 Film biographique *Temple Grandin* (2010) : <https://www.dailymotion.com/video/xocrw7>

les animaux, ne leur laissant pas la possibilité d'expliquer les conditions de travail exécrables qui les ont conduits à ces comportements. Tel est le cas d'un ouvrier d'un abattoir de porcs qui frappait les cochons n'avançant pas assez vite dans le couloir qui les menait à l'abattage. Il avait expliqué après coup, parce que d'autres que L214 lui avaient donné la parole, qu'il avait un quota de cochons à faire passer, qu'il demandait depuis longtemps à son patron de supprimer le tournant à angle droit dans le couloir emprunté par les cochons, parce que ceux-ci ne parvenaient pas à le prendre correctement, et que le patron refusait cet aménagement pour des questions d'économies!

Le but affiché par L214 est d'« amener les consommateurs à adopter une attitude d'achat responsable, au mieux en se passant de produits d'origine animale, au minimum en réduisant leur consommation de tels produits et en refusant ceux issus des élevages intensifs ». Le comportement individuel est une chose, chacun est évidemment libre de consommer ce qu'il veut, tant qu'il en a les moyens, y compris les végans, qui refusent de manger et d'utiliser tout produit d'origine animale et considèrent qu'ainsi, ils ne sont pas complices de ce qui participe de la souffrance animale. Mais militer, vouloir convaincre sur ce terrain en est une autre. Ne pas désigner la responsabilité capitaliste, noyer le poisson, rendre tout un chacun responsable en tant que consommateur, cela est profondément rétrograde.

TOUS COUPABLES SELON LES ANTISPÉCISTES

Beaucoup de végans justifient leurs choix de consommation par l'antispécisme : ce terme, apparu dans les années 1970, est construit sur le modèle de

l'antiracisme. Ses défenseurs s'opposent à ce qu'ils appellent le « spécisme » : l'idéologie qui soutiendrait qu'il existe une hiérarchie entre les espèces animales et que l'homme se situe au sommet de celles-ci, de même que le racisme théorise l'idée qu'il y aurait plusieurs races humaines et que la race blanche serait supérieure aux autres.

Les antispécistes affirment que le spécisme sert de justification à l'exploitation des animaux, aux mauvais traitements qu'on leur fait subir. Et ils en appellent à un changement des mentalités qui irait plus loin, en quelque sorte, que l'humanisme : qui appliquerait les mêmes principes moraux à tout individu sensible, qu'il soit un être humain ou un autre animal. Finalement, pour les antispécistes, le consommateur de viande, l'ouvrier de l'agro-alimentaire, l'artisan boucher, l'industriel de la viande, le propriétaire du laboratoire pharmaceutique pratiquant l'expérimentation animale, voire le torero ou le chasseur, tous sont coupables à égalité, et devraient abandonner leur mentalité spéciste pour que les animaux soient enfin libérés. Ces idées antispécistes sont réactionnaires à deux niveaux : cela revient, d'une part, à nier l'évolution des rapports entre humains et animaux, d'autre part, à nier la lutte de classe.

Le développement actuel de ces idées n'est pas dû au hasard : il survient dans un contexte de crise de plus en plus aiguë du système capitaliste. Les injustices et les aberrations frappent des milieux de plus en plus larges, y compris les milieux petits-bourgeois, qui peuvent avoir l'impression qu'ils ne parviennent plus à tirer leur épingle du jeu, que le système les écrase eux aussi, mais qui sont incapables de remettre en cause l'ordre social. Inévitablement, dans une période

où le mouvement ouvrier est désorganisé, semble impuissant et n'offre pas de perspectives à ceux qui contestent la société, cette contestation, sans aucune base de classe, ne peut qu'évoluer vers des conceptions individualistes.

L'émancipation sociale et la fin de l'exploitation semblent être devenues des objectifs inatteignables, sans parler de l'idéal communiste ! On constate alors que les mouvements de contestation ayant une certaine popularité aujourd'hui s'attaquent en quelque sorte à un moins gros morceau, font de nécessité vertu : on ne se préoccupe plus de contester l'exploitation de l'homme par l'homme, une exploitation qui est au cœur du système capitaliste, qui assure sa richesse, et qui ne peut être combattue qu'en s'attaquant au système capitaliste lui-même.

LA MODE VÉGANE, NOUVELLE SOURCE DE PROFIT

Le capitalisme s'adapte sans difficulté à la nouvelle mode végane, et même surfe dessus pour en tirer du profit. Le marché des produits alimentaires végétaux de substitution, destiné à tous ceux qui veulent réduire leur consommation de viande, est encore un marché « de niche », comme disent les spécialistes : en 2016, 4 % des consommateurs se déclaraient végans selon une étude de l'institut de sondage Harris. Mais ce marché pèse déjà 380 millions d'euros en France pour l'année 2018, et il est en hausse : + 24 % pour 2018 et + 60 % en prévision d'ici 2021.

En système capitaliste, cela signifie que l'on peut faire de l'argent en investissant dans ce nouveau marché. Bill Gates l'a bien compris, qui place des millions de dollars dans la mise au point de viande artificielle à partir de cellules-souches. Les

MURE ET NOISETTE



Un rayon estampillé 100 % végan dans un supermarché Carrefour.

capitalistes du secteur agro-alimentaire s’y mettent aussi depuis quelques années. Les grands distributeurs proposent désormais leurs familles de produits végans : la gamme Veggie chez Carrefour, Envie de Veggie chez Auchan, Le Végétal chez Monoprix, etc. Les industriels de la viande adaptent leurs lignes de production pour proposer des saucisses ou des steaks végétaux, c’est le cas de Herta ou de Fleury-

Michon. Danone, lui, a racheté la société WhiteWave en 2017 pour plus de 12 milliards de dollars. WhiteWave possède la marque Alpro, spécialisée dans les boissons d’origine végétale, et la marque Silk, pour les laits végétaux. Avec cette opération, Danone espère compenser la légère perte de vitesse de ses produits à base de lait.

Un autre géant de l’agro-industrie, Nestlé, s’est positionné sur le secteur et est devenu en

18 mois le leader des plats préparés à base de végétal, avec près de 30 % de parts de marché. Remarquons qu’avec cette arrivée des gros capitalistes sur le marché végane, les acteurs historiques, comme Triballat (marque Sojasun) ou Nutrition et Santé (marque Cereal), ont brutalement été rétrogradés à des positions d’outsiders. Leur part de marché est passée de 68 % à 26 % des ventes. Mais ça aussi, c’est le capitalisme : quand le marché devient porteur, les gros mangent les petits.

Désormais, le marché végan est devenu une nouvelle activité industrielle rentable. Le capitalisme est en train de « digérer » le véganisme, comme il a digéré bien des modes précédentes qui pouvaient apparaître comme contestataires. Car il est capable de tout digérer sauf la révolution prolétarienne ! Avec tout ce qui ne le remet pas en cause, il y a toujours moyen de faire des affaires.

LES MARXISTES, SOUCIEUX DE LA PROTECTION DE LA NATURE

Au cours de son histoire, l’humanité a progressivement accru son emprise sur la nature, et cela lui donne des responsabilités. Nous, marxistes, sommes profondément imprégnés de cette conscience des responsabilités de l’humanité vis-à-vis du monde qui l’entoure. Comme le disait Marx en son temps, les êtres humains ne sont « *que des usufruitiers qui doivent administrer [la Terre, c’est-à-dire la nature et les animaux qu’elle contient] en bons pères de famille, afin de transmettre aux générations futures un bien amélioré* ».

Mais cette nécessité se heurte à l’organisation sociale dominée par le système capitaliste. Basé sur la propriété privée et la concurrence, il est incapable de donner ne serait-ce qu’un dé-



Déforestation pour la culture du soja destiné à l'alimentation animale.

but de solution aux problèmes fondamentaux de l'humanité et de son environnement, comme ceux de l'alimentation de la population mondiale et de la gestion des ressources de la planète.

La solution ne pourra être trouvée que par une société affranchie de l'exploitation et de la recherche de profit, et qui organisera la production seulement en fonction de la satisfaction des besoins des êtres humains, du respect de la nature et des animaux. Comment les hommes d'une société communiste organiseront-ils la production de nourriture? Continueront-ils à produire et à manger de la viande? Se contenteront-ils de produits végétaux, abandonneront-ils même complètement l'agriculture et l'élevage et choisiront-ils de se nourrir de produits synthétiques? Nous ne savons pas comment évolueront les rap-

ports entre humains et animaux sous le communisme. La seule chose que nous pouvons affirmer avec certitude est que ce sera complètement différent d'aujourd'hui, et que nous sommes totalement incapables d'imaginer ce que ça pourra être!

LE PROGRAMME RÉVOLUTIONNAIRE ET LA CAUSE ANIMALE

À Lutte ouvrière, si nous sommes, comme bien des femmes et des hommes, soucieux de la souffrance animale, nous n'en faisons pas notre combat. Nous sommes en désaccord avec les organisations se réclamant du marxisme qui ont pris à leur compte le militantisme pour la cause animale, et qui expliquent que « *les marxistes et les partisans de la libération animale devraient unir leurs forces pour un projet*

révolutionnaire et véritablement civilisateur: la libération des humains, des animaux et de la nature ». Nous citons là une phrase extraite d'un texte disponible sur le site du NPA, écrit par une organisation allemande, L'alliance pour le marxisme et la libération animale, et relayé par la tendance Claire du NPA². Ce texte a pour but, d'une part de convaincre les antispécistes qu'ils doivent être marxistes, d'autre part d'expliquer pourquoi le marxisme doit être antispéciste.

La revue *Contretemps*, créée par Daniel Bensaïd en 2001 et relayée par le NPA, reprend aussi les propos d'une antispéciste, Agnese Pignataro, dans un long texte intitulé « La question animale: un débat à ouvrir dans le mouvement anticapitaliste »³. Chez cette auteure, le choix de l'antispécisme s'accompagne d'une critique des conceptions de Marx, en particulier de sa

2 « 18 thèses sur le marxisme et la libération animale » (19 septembre 2018): <https://tendanceclaire.org/article.php?id=1431>

3 Revue *Contretemps* du 21 septembre 2009: <https://www.contretemps.eu/question-animale-debat-ouvrir-dans-mouvement-anticapitaliste/>

conception du travail, qualifiée de « stéréotype typiquement masculin ». Une conception qui, selon l'auteure, serait extrêmement réductrice, ne prendrait pas en compte tous les types de travail, comme le travail domestique des femmes ou celui des animaux, et ne serait donc pas judicieuse pour réfléchir à la différence entre humains et autres animaux. Cette critique revient à ne plus réfléchir en termes de classes sociales et de travail générateur de profits, mais en termes d'individus, ouvriers, femmes, animaux, également opprimés. L'exploitation capitaliste devient une oppression parmi les autres.

Ceux qui se prétendent marxistes-antispécistes proposent d'inclure l'abolition de l'exploitation animale et la libération des « animaux non humains », comme ils disent, dans le programme révolutionnaire, au nom du fait que « *ses principes d'émancipation et de solidarité ne peuvent se réaliser pleinement que s'ils s'appliquent à toutes les victimes du capitalisme, quelle que soit leur espèce* ». Mais la seule émancipation qui peut être réelle et changer la société, c'est celle des salariés exploités. Le reste, c'est du vent !

Ces arrangements autour du programme révolutionnaire ne sont que du suivisme, avec l'illusion que faire des concessions aux dernières idées à la mode dans la petite bourgeoisie donnerait une meilleure audience aux idées révolutionnaires dans ce milieu. Cette attitude suiviste et opportuniste ne date pas d'hier. Au fil

des années et des modes du moment, le programme révolutionnaire a été étoffé de différentes causes concernant diverses catégories opprimées : le féminisme, l'antiracisme, le soutien aux migrants ou même les droits des LGBT. Ces oppressions sont réelles et ces causes légitimes, mais les substituer de fait au combat pour le renversement du capitalisme, c'est finalement abandonner les idées communistes révolutionnaires et c'est ne plus croire au rôle de la classe ouvrière.

RENVERSER LE SYSTÈME CAPITALISTE, LA MÈRE DE TOUTES LES BATAILLES

Le problème fondamental de la société, qui conditionne tout le reste, c'est la nécessité d'arracher le pouvoir à la bourgeoisie. L'économie est en plein marasme, les conditions des travailleurs se dégradent partout, l'exploitation augmente, avec encore moins de considération pour les êtres humains et pour la nature. Qui sera capable de renverser le capitalisme ? Le prolétariat et lui seul. Quel instrument lui permettra d'aller au bout de son combat ? Le parti ouvrier communiste révolutionnaire. C'est cela, et seulement cela, le programme communiste révolutionnaire, le programme marxiste, le programme trotskiste. Tout le reste n'est que diversion !

À Lutte ouvrière, notre seule raison d'être, c'est de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour amener la classe ouvrière à prendre conscience

de sa force sociale et de ses intérêts propres. Au-delà des comportements individuels, la seule issue pour le monde du travail, c'est la lutte collective, c'est l'organisation en classe. Et nous avons pour préoccupation de faire progresser la conscience des travailleurs sur ce terrain-là aussi.

Nous sommes entrés dans une période où le capitalisme en putréfaction entraîne toute la société à la catastrophe. Les souffrances révoltantes infligées aux animaux destinés à l'abattoir ne sont qu'un exemple parmi bien d'autres atrocités, bien d'autres atteintes aux intérêts de l'humanité et du monde vivant tout entier. Le mouvement ouvrier est très affaibli, il faut reconstruire le parti communiste révolutionnaire dont la classe ouvrière, et finalement toute la société, ont un besoin vital pour sortir de l'impasse dans laquelle les a placées le système capitaliste. Reconstruire sur des ruines, alors que la plupart des gens se désintéressent de la politique, ne croient plus en la capacité du monde ouvrier de redresser la tête, ce n'est pas une mince affaire !

C'est pour toutes ces raisons qu'à Lutte ouvrière, nous refusons de nous revendiquer de l'antispécisme. Nous pouvons même dire que nous sommes « spécistes version travailleurs », dans le sens où nous mettons au cœur de nos choix politiques et de notre activité militante tout ce qui peut, et seulement ce qui peut, faire avancer la conscience ouvrière, le mouvement ouvrier.



Le mouvement ouvrier contre la “préférence nationale” (France, 1870-1914)

L'exposé ci-dessous a été présenté le 9 juin dernier à la fête de Lutte ouvrière, à Presles.

Il est aujourd'hui fréquent d'entendre, dans la bouche de Le Pen et des politiciens du Rassemblement national (RN), que, dans cette période de chômage, le travail doit être prioritairement réservé aux Français. Et de nombreux politiciens reprennent cette démagogie xénophobe, qui vise à diviser les travailleurs entre eux. Celle-ci n'a rien de nouveau, comme en témoigne l'extrait suivant :

« L'ouvrier français paye sa cote personnelle et mobilière, c'est lui qui par son travail paie les employés de la ville et entretient la localité sur bien des rapports. Eh bien ces travailleurs manquent aujourd'hui de travail et l'ouvrier étranger travaille fêtes et dimanche quand le travailleur français ne peut pas seulement travailler les jours de la semaine. Nous avons remarqué que, dans tous les travaux de la ville, l'on n'occupe pas un seul ouvrier français, mais en revanche l'étranger travaille et le salaire qu'il gagne en France, il le porte chez lui. »

Ces mots sont extraits d'une pétition de toutes les chambres syndicales des ouvriers du bâtiment de Lyon en 1885, demandant au maire de réserver les chantiers de la ville aux ouvriers français, et ciblant les

Italiens, pourtant loin d'être majoritaires sur les chantiers lyonnais.

De telles revendications n'étaient malheureusement pas limitées à la région lyonnaise. À partir de 1881, les chambres syndicales prirent de plus en plus l'initiative de démarches auprès des pouvoirs publics pour que les travaux des communes et de l'État soient réservés aux ouvriers français et que, dans certaines branches d'activité, le nombre d'étrangers soit limité. Cet article évoque la façon dont cette question de ce qu'on appelle aujourd'hui la « préférence nationale » se posa aux militants ouvriers entre 1870 et 1914, et comment ils y répondirent.

*

Les réactions de rejet contre ceux que les travailleurs français considéraient parfois comme des concurrents n'étaient pas nouvelles : dès la Restauration et la Monarchie de Juillet, puis lors de la crise de 1847-1848, il y eut des incidents avec des travailleurs belges, allemands et britanniques. Mais les heurts entre ouvriers stéphanois, lyonnais, parisiens et les migrants auvergnats, ardéchois, creusois, ou bretons étaient tout aussi fréquents.

Car le capitalisme industriel a mis les travailleurs en concurrence. Ce que veut le patronat, ce sont des prolétaires vendant leur force de travail individuellement, au moindre coût, et il utilise pour cela toutes sources de division, comme entre hommes, femmes et enfants.

Mais, dans les deux dernières décennies du 19^e siècle, les réactions contre les « étrangers » prirent une tout autre ampleur. Outre les pétitions déjà évoquées, il y aurait eu 250 incidents xénophobes entre 1880 et 1914¹. Par incidents, il faut entendre aussi bien des grèves que des rixes et des manifestations de rue pour chasser Belges ou Italiens, et parfois de véritables pogroms comme aux Salins du Midi, à Aigues-Mortes dans le Gard, où au moins huit travailleurs italiens furent tués et des dizaines d'autres grièvement blessés, lors d'une chasse à l'homme les 17 et 18 août 1893. Dans les années 1870, seule une vingtaine de rixes avaient donné lieu à enquête judiciaire. En revanche, leur nombre s'éleva à une soixantaine dans les années 1880 et une centaine dans les années 1890.

Alors qu'en 1851 la France ne comptait que 379 289 étran-

1 Laurent Dornel, *La France hostile, socio-histoire de la xénophobie (1870-1914)*, Hachette, 2004; Michelle Perrot, « Les rapports entre ouvriers français et étrangers (1871-1893) », *Bulletin de la Société d'histoire moderne*, 1960, n° 12.

gers (1 % de la population), leur nombre dépasse le million en cette fin du 19^e siècle. En 1911, ils sont 1 159 835, soit 2,86 % de la population. En effet la France, dès ses premières phases d'industrialisation, eut besoin de l'immigration. La première raison en est la stagnation démographique. La seconde est que la France est alors, et restera longtemps, un pays largement rural, où la petite paysannerie n'a pas été brutalement expulsée de sa terre comme en Grande-Bretagne. Les manufactures y sont encore très dispersées et très liées à la ruralité. Dans les écrits du 19^e siècle, les témoignages abondent d'industriels se lamentant sur l'absentéisme des ouvriers-paysans au moment des travaux agricoles !

UNE PÉRIODE DE DÉPRESSION ET DE MUTATIONS ÉCONOMIQUES

L'économie française n'échappa pas au marasme économique qui touchait le monde capitaliste du milieu des années 1870 jusqu'à celui des années 1890. En France, entre 1883 et 1887, un mineur sur quatre fut renvoyé, ainsi qu'un ouvrier sur cinq dans la grosse métallurgie et un sur trois dans le bâtiment. Les industries textiles et métallurgiques furent très touchées et subirent une profonde transformation, dans cette crise qui poussa à leur concentration et à leur modernisation.

L'exemple de la sidérurgie (production de fonte, fer, acier) est parlant : en 1864, plus de 1 000 établissements se consacraient à cette activité. Il n'y en avait plus que 208 en 1912... mais la production avait été multipliée par quatre!² Et c'est seulement au tournant du siècle que se fit le grand bond en avant de l'industrie, qui connut alors

en France une croissance des deux tiers entre 1898 et 1913, créant 1,6 million d'emplois industriels en dix ans.

DE LA QUESTION SOCIALE À LA QUESTION NATIONALE

La III^e République est née en 1875 à la fois de la défaite de 1870 devant l'Allemagne et de la grande peur de la Commune de 1871. La République bourgeoise devait consolider son pouvoir et donc homogénéiser le pays, le souder autour des «valeurs de la république», le drapeau tricolore, la *Marseillaise*, et en particulier faire disparaître la lutte des classes derrière l'idée de nation.

Jusqu'aux années 1870, pour la majeure partie de la population, «l'étranger» c'était celui qui n'était pas de la ville ou du village. Dans les classes dominantes, c'est la haine de classe qui prévalait. L'homme politique et journaliste Saint-Marc Girardin écrivait ainsi dans le *Journal des débats*, après la révolte des canuts lyonnais de 1831 : «*Les barbares qui menacent la société ne sont point au Caucase ni dans les steppes de la Tartarie; ils sont dans les faubourgs de nos villes manufacturières.*» Au moment même où la généralisation des écoles publiques permettait de former des générations aux «valeurs patriotiques», la III^e République élaborait une multitude de textes pour définir qui est français et qui ne l'est pas, et s'appliquait à établir une frontière au sein même de la population laborieuse.

On ne retient aujourd'hui de la loi de 1884 sur les syndicats professionnels que les «libertés syndicales». Mais en fait ce fut le premier texte établissant une discrimination entre travailleurs français et étrangers, puisqu'il stipule que «*les membres de tout syndicat*

professionnel chargés de l'administration ou de la direction de ce syndicat devront être français et jouir de leurs droits civiques.».

Sans citer tous les autres textes législatifs ou réglementaires, signalons la loi du 26 juin 1889 créant le premier «code de la nationalité» (c'est d'ailleurs la première fois que ce mot figure dans une loi), puis celle du 8 août 1893 (complétant un décret similaire de 1888) dite de «protection du travail national» relative au séjour des étrangers en France. Elle leur imposait une déclaration de résidence dans les huit jours suivant leur arrivée et tout changement de résidence ultérieur. Enfin, en 1899, les décrets Millerand ouvrirent la voie à toute une série de textes destinés à restreindre l'utilisation de la main-d'œuvre étrangère dans les travaux d'intérêt public.

Cet arsenal juridique visait à persuader l'ouvrier français que, pour autant qu'il est dans la misère, subit le chômage, la surexploitation à la mine ou à l'usine, et en plus est astreint à un long service militaire obligatoire, malgré tout «la République s'occupe de lui», d'autant plus que lui-même, car les femmes en sont exclues! – a le droit de vote.

Tout ce climat nationaliste, patriotard et revanchard fut développé et institutionnalisé par les politiciens bourgeois de la III^e République et largement relayé par la presse, qui en cette fin 19^e siècle avait pris un essor et une importance considérables.

LE MOUVEMENT OUVRIER FACE AUX DIVISIONS ENTRE TRAVAILLEURS

En 1864, l'*Adresse inaugurale* rédigée par Karl Marx pour l'Association internationale des travailleurs, la I^{re} Interna-

2 Gérard Noiriel, *Immigrés et prolétaires. Longwy 1880-1980*, Agone, 2019 (1984).

tionale, commence ainsi :

« *Considérant que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, [...] que tous les efforts tendant à ce but ont jusqu'ici échoué, faute de solidarité entre les travailleurs des différentes professions dans le même pays et d'une union fraternelle entre les classes ouvrières des divers pays, [...] que le mouvement qui vient de naître parmi les ouvriers des pays industriels avancés de l'Europe [...] donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs et de combiner le plus tôt possible les efforts encore isolés.* »

Très tôt le mouvement ouvrier organisé et conscient s'était donc donné un programme répondant à ses intérêts de classe. Mais, en 1871, la répression de la Commune de Paris opéra une profonde saignée en France dans toute une génération : peut-être 20 000 tués, 13 000 condamnations par les conseils de guerre, 7 500 déportés... Et, comme si cela ne suffisait pas à la bourgeoisie, la loi Dufaure de 1872 criminalisa l'appartenance à l'Internationale.

Aussi, quand le mouvement ouvrier se reconstitua, ce fut d'abord principalement sur des bases corporatives, oscillant entre prévoyance et résistance, mutualité mais aussi association politique.

Ainsi, les ouvriers du bâtiment de Lyon créent dès 1872 une Société de prévoyance et de renseignement des ouvriers maçons. Leur demande d'autorisation en préfecture déclare « *faciliter le progrès, l'instruction et le développement de la corporation des maçons* »³. Cette société ne sera qu'une première étape. En 1876 les plâtriers-peintres fondent une chambre syndicale, sui-

vis en 1877 par les maçons. Ces chambres seront à l'initiative des grèves pour l'augmentation des salaires de 1877-1880. Dans les statuts de ces organisations, aucune distinction n'est alors faite entre nationalités. Plusieurs Piémontais (nombreux depuis longtemps, surtout chez les plâtriers) sont élus dans les « commissions de grève » ces années-là.

Un tournant se produisit au cours des années 1880, avec la montée du chômage et la poussée nationaliste évoquées, amplifiée par le mouvement boulangiste (qu'on qualifierait aujourd'hui de national-populiste), qui fit de la « protection du travail national » un de ses thèmes favoris. Des socialistes, des syndicalistes et une partie des classes populaires y furent sensibles. En 1885, la chambre syndicale des plâtriers-peintres entraîna celles de toutes les autres corporations du bâtiment pour lancer la pétition citée dans l'introduction. Dans les années suivantes, elle ira encore plus loin en refusant les étrangers.

Mais en 1889, sous l'impulsion de plâtriers anarchistes, se crée un Syndicat cosmopolite des plâtriers-peintres défendant l'idée qu'il ne faut pas se diviser entre travailleurs, que c'est aux patrons qu'il faut s'en prendre pour leur imposer un « tarif » unique de la profession, quelle que soit l'entreprise. Cette organisation se battra pour faire accepter les étrangers dans les syndicats. Sous sa pression, l'ensemble de la corporation se réunifiera en 1893 dans une nouvelle structure ouverte à tous, que même la vague anti-italienne qui suivit l'assassinat du président Sadi Carnot par l'anarchiste italien Caserio en 1894 ne fera pas éclater. L'évolution fut similaire chez les maçons. Leur forte cohésion sera d'ailleurs un gage

de succès dans la longue grève des maçons lyonnais en 1897, qui imposa l'augmentation du « tarif » après vingt ans de stagnation.

Dans cette période, le mouvement ouvrier se reconstitua, non sans difficultés. Des syndicats de différentes corporations se regroupèrent dans une Fédération nationale des syndicats (FNS) en 1886. Celle-ci était dirigée par des militants socialistes révolutionnaires dont une majorité se réclamait du marxisme et était au Parti ouvrier de Jules Guesde et Paul Lafargue. Dans plusieurs congrès de la FNS, la lutte fut rude entre ceux qui défendaient l'internationalisme et le drapeau rouge et ceux qui cédaient au nationalisme. Face aux revendications de limitation de la main-d'œuvre étrangère, les militants « collectivistes » disent, comme le cordonnier Stéphane Letang de Montluçon au congrès de Bordeaux de 1888 : « *Ce que l'on doit faire, c'est empêcher que les patrons payent les ouvriers étrangers un prix moindre.* »

En parallèle, apparut le mouvement des Bourses du travail et des maisons du peuple qui devinrent très vite, sous l'impulsion notamment de Fernand Pelloutier, des foyers d'organisation, d'éducation et de propagande révolutionnaire. Elles furent une avancée majeure pour forger la conscience d'appartenir, au-delà des divisions corporatistes et nationalistes, à une même classe ouvrière aux intérêts communs.

Dans le même temps, le mouvement socialiste avait réussi à s'implanter parmi la classe ouvrière, notamment dans le Nord. Mais il était très divisé en différentes tendances. La plus conséquente, se réclamant du marxisme, avait créé le Parti ouvrier en 1882.

Une autre, importante, fai-

3 Jean-Luc De Ochandiano, *Lyon : un chantier limousin, les maçons migrants 1840-1940*, éditions Lieux Dits, 2011.

sait référence au blanquisme. D'autres encore étaient influencées par des conceptions anarchisantes ou communalistes. Beaucoup avaient des conceptions très confuses sur la manière d'abattre le capitalisme, ce qui laissait la porte ouverte à l'opportunisme électoraliste. Même le parti de Guesde témoigna d'importantes faiblesses politiques, surtout lorsqu'il obtint des succès électoraux. Ainsi, en 1893, le Parti ouvrier se rebaptisa Parti ouvrier français pour ne pas être taxé d'antipatriotisme. Et le manifeste du POF stipulait en 1893 : « *L'internationalisme n'est ni l'abaissement ni le sacrifice de la patrie.* »

LA BATAILLE POUR FAIRE AVANCER LES CONSCIENCES OUVRIÈRES

Pour illustrer la bataille des militants pour faire progresser la conscience de classe, allons dans le département des Ardennes au tournant du siècle. Comme dans le Nord et le Pas-de-Calais, les travailleurs belges y sont nombreux, même si c'est en moindre proportion. Ils s'intègrent vite dans le mouvement ouvrier ardennais et beaucoup deviennent des militants actifs dans les diverses chambres syndicales, cercles d'études sociales, coopératives, qui composent la Fédération socialiste des Ardennes.

Et cela d'autant plus facilement qu'en Belgique le mouvement socialiste et l'organisation en syndicats sont plus avancés qu'en France. Et c'est un des éléments majeurs de l'époque : les militants français peuvent s'inspirer, s'appuyer sur le mouvement socialiste des pays voisins. C'est ce qui permit

la création de la II^e Internationale en 1889. Une figure parmi tant d'autres : Léon Trochet, né en 1872 dans la province du Luxembourg, couvreur de métier, participe en 1887 à la fondation de la chambre syndicale des ouvriers du bâtiment de Charleville (ce qui vaut adhésion automatique à la Fédération socialiste)⁴. En 1891 il adhère au Cercle d'études sociales et en devient vite le secrétaire influent. Il était un fervent internationaliste et se distingua par sa propagande antimilitariste et anticolonialiste. Son action le fit expulser de France, mais il continua à collaborer étroitement avec ses camarades français.

Nombreux sont les travailleurs belges à participer aux grèves, ce qui leur vaut d'être chassés du territoire français. Alors, d'où vint l'accusation, si courante à cette époque contre les Belges, d'être des briseurs de grève et des réfractaires au syndicalisme ?

Dans les Ardennes, cela s'adressait surtout aux frontaliers, qui résident de l'autre côté de la frontière et la passent tous les jours : par leur statut, ils sont beaucoup plus exposés aux pressions patronales et à celles des autorités belges et françaises. Par exemple lors de la grève de 1904 à Fromelennes, à la Compagnie française des métaux, il y a 350 frontaliers belges sur les 700 grévistes. Intimidés par les pressions de la police belge et du patron, ils veulent reprendre le travail. Malgré la protection des gendarmes français et de deux compagnies d'infanterie, ils n'osent pas franchir la frontière devant les attroupements hostiles qui barrent le passage, drapeaux français déployés et au son de la *Marseillaise*.

De tels incidents pouvaient dégénérer très vite et évidemment étaient largement exploités par les nationalistes de tout poil.

Ce fut le cas en 1892 dans le département du Pas-de-Calais, où les manifestations antibelges furent encore plus violentes à l'arrivée de 600 mineurs du Borinage. Ce sont eux qui furent particulièrement visés, mais peu les nombreux travailleurs belges installés depuis des années dans la région. En fait, il semble avéré que la compagnie minière de Liévin avait envoyé sur place dans le Borinage (alors en crise de surproduction) des agents recruteurs, dans le temps même où des dizaines de mineurs syndiqués étaient renvoyés, car le rapide développement d'un puissant syndicat inquiétait les compagnies. Là aussi, on le voit, les choses n'étaient pas simples pour les militants internationalistes !

Pour ce qui est des Ardennes, il y avait bien sûr dans la balance le poids qu'y représentait la Fédération socialiste (allemaniste⁵) comptant 69 chambres syndicales et cercles d'études sociales, plus de 14 000 adhérents, 16 municipalités, mais surtout des militants éprouvés, convaincus des idées socialistes internationalistes, comme l'était le chansonnier Jean-Baptiste Clément (auteur en particulier du *Temps des cerises* et de *La Semaine sanglante*). Le vieux communard consacra sa vie militante à cette région à partir de 1888, y tenant des centaines de réunions, et créant des dizaines de chambres syndicales.

Au plus fort de la crise boulangiste (1885-1889) et du courant qui, au Parlement et dans la presse, des radicaux aux conservateurs, exige « la pro-

4 Daniel Bigorne, « Main-d'œuvre étrangère et mouvement ouvrier au XIX^e siècle : l'exemple des Belges dans les Ardennes frontalières », *Le Mouvement Social* n° 178, 1997/1, pp. 11-26.

5 Du nom de Jean Allemane, dirigeant d'une tendance socialiste non marxiste, lié au mouvement syndical.



Jean-Baptiste Clément, photographié par Nadar en 1900.

tection du travail national »⁶, il dénonce les vrais coupables que sont les patrons « *qui embauchent de préférence des ouvriers étrangers qui travaillent à vil prix* », réclame « *l'interdiction pour les employeurs d'occuper des ouvriers étrangers à des conditions autres que les travailleurs français* » et invite tous les travailleurs, belges et français à s'unir et s'organiser dans les mêmes syndicats : « *Tous groupés pour le maintien de vos salaires et l'élaboration de vos règlements d'atelier, aucun d'entre vous, français ou étranger, ne pourra s'embaucher en dehors des conditions fixées par vous.* »⁷

La tâche n'était pas facile, J.-B. Clément l'exprime ainsi : « *Comment faire ? Si les ouvriers étrangers restent isolés du mouvement corporatif, les voilà traités de renégats par les ouvriers français, qui les accusent de venir manger leur pain en France sans avoir aucun devoir à remplir, pas même celui de la solidarité. [...] Si, ayant conscience de leur devoir, ils font partie d'une chambre syndicale et en suivent les ordres, les voilà expulsés !* »

Mais les militants socialistes

ne se découragèrent pas. Même si la répression était rude, ils la combattirent. Il n'y avait pas d'autre choix pour ces militants conscients des intérêts de leur classe. En 1895 Jean-Baptiste Clément dénonce ainsi l'expulsion de deux travailleurs : « *L'un et l'autre établis en France depuis leur naissance ont donc été reconduits sur ordre du préfet à la frontière belge. Mais là ne s'est pas borné l'acte honteux ; les deux expulsés ont certainement été recommandés à la police belge – sur les dents elle aussi à cause de cet infernal socialisme – car, aussitôt qu'ils eurent mis le pied sur le territoire belge, ils furent traqués comme des bêtes dangereuses.* »

Tous les dirigeants ouvriers n'eurent pas la même attitude que Clément et ses camarades. Ainsi Émile Basly ne fit rien pour calmer la hargne anti-belge de 1892 dans le bassin minier du Pas-de-Calais. Il était pourtant, avec Lamendin, le leader du puissant syndicat des mineurs, député depuis 1885, et jouissait d'un grand prestige. Mais, comme il le dit lui-même : « *Socialiste national d'abord ; internationaliste dans la mesure du possible ; antiprussien jusqu'à nouvel ordre.* » Le leader socialiste belge Édouard Anseele qui, avec son camarade Van Beveren, avait beaucoup aidé à la diffusion des idées socialistes dans le nord de la France, dira de lui : « *On a crié à bas les Belges ! Et Basly n'a rien désapprouvé. Ce n'est pas un socialiste. [...] Le cri des ouvriers de tous les pays est celui-ci : vive l'Internationale !* »

Le nationalisme de Basly, qui allait de pair avec un réformisme de plus en plus avéré et même une action antigreve systématique dans la fédération des mineurs, conduisit celle-ci à la scission de 1903 où, sous le

surnom de Jeune syndicat, les syndicalistes révolutionnaires se regroupèrent.

Dans d'autres régions, ce sont souvent les Italiens qui sont concernés. Au tournant du siècle, ils dépassent en nombre les Belges parmi les travailleurs immigrés en France.

À Marseille, ville ouvrière où dès 1851 les Italiens représentent plus de 18 % de la population, les exilés socialistes italiens militent aussi bien en direction de leur pays que des immigrés : une Union socialiste italienne de France se constitue en 1899 à La Ciotat ; sa fédération des Bouches-du-Rhône compte alors près d'un millier de membres. Ils multiplient les réunions et incitent leurs compatriotes à rejoindre leurs camarades français dans les syndicats.

En 1900, la grève générale victorieuse du port de Marseille vient couronner leurs efforts : dans sa foulée un « syndicat international » est fondé, 3 200 travailleurs y adhèrent, dont 60 % d'étrangers !

Même dans les vallées alpines, l'expérience de luttes communes forge des liens entre travailleurs de différentes origines. Au tournant du siècle, les chantiers y sont nombreux car les usines de l'électrometallurgie y poussent comme des champignons. Aussi bien dans les chantiers que dans l'industrie, les Italiens sont majoritaires et le seront aussi dans les nombreuses grèves qui traversent les premières années du 20^e siècle. Ils seront également les principaux responsables dans les comités de grève et souvent à l'origine de la création des syndicats. Un rapport de police signale en 1905 que le syndicat du bâtiment de Moutiers en Savoie compte, parmi ses 94 membres, 89 Italiens,

6 Voir les travaux de Gérard Noiriel, par exemple : « L'immigration, naissance d'un « problème » », *Agone* 40. *L'invention de l'immigration*, 2008 ; ou encore *Le Creuset français : histoire de l'immigration, 19^e-20^e siècles*, Éditions du Seuil, 1988, ch. 5.

7 Daniel Bigorne, article cité.



Carte postale montrant l'arrivée des émigrants italiens à la gare frontalière de Modane (Savoie) en 1907.



En-tête de L'Ouvrier maçon, mensuel du syndicat CGT des maçons du Rhône, en 1911, portant la devise : «Travailleurs de tous les pays, unissons-nous».

dont quatre au sein du bureau!⁸

LA CRÉATION DE LA CGT, UNE ÉTAPE IMPORTANTE

Une étape importante fut franchie au tournant du siècle avec la création de la CGT. Bien que le congrès fondateur de Limoges en 1895 n'unifiât que très partiellement fédérations, syndicats de métiers et surtout très peu de Bourses du travail, la CGT devint dans la décennie suivante le point de ralliement de tous les ouvriers conscients. Ses dirigeants syndicalistes révolutionnaires l'inscrivirent, dès le congrès de Bourges de 1904, dans la lutte internationale pour la journée de 8 heures, voulant l'imposer par l'action des travailleurs à partir du 1^{er} mai 1906.

Avec la CGT de l'époque, se concrétisent plusieurs décennies d'efforts de militants ouvriers pour unifier la classe ouvrière dans une même organisation, par-delà les différences corporatives, catégorielles et de nationalité. Et cela, non seulement pour la défense des conditions de salaire et de travail, mais aussi pour «l'abolition du salariat et l'expropriation de la classe capitaliste».

Bien sûr, à l'échelle de la France, même avec environ

500 000 syndiqués avant 1914, la CGT n'organise qu'une minorité des travailleurs. Mais régionalement, dans certaines corporations, c'est la quasi-totalité des ouvriers qui sont organisés.

Comme dans le bâtiment à Lyon, où des délégués de chantier (sans aucun statut légal mais imposés par le rapport de force aux patrons) font la tournée des chantiers pour vérifier les cartes syndicales! Pour ces militants, c'est le moyen de résoudre la mise en concurrence des ouvriers entre eux, qui avait été source de maints affrontements, car être syndiqué cela veut dire que l'on n'accepte pas d'être payé en dessous du tarif syndical; quant au patron, il est tenu d'employer des ouvriers syndiqués, sinon son chantier est mis à l'index!

Durant toutes ces années d'avant 1914, les conflits entre ouvriers français et étrangers diminuèrent considérablement, pour s'éteindre quasiment. Cela était dû bien sûr à la conjoncture économique, mais aussi tout autant à l'action des milliers de militants ouvriers qui œuvrèrent quotidiennement, d'arrache-pied, au progrès de l'organisation et de la conscience des travailleurs. Puis arriva 1914, quand la plupart des chefs syndicaux et

socialistes trahirent ces années d'efforts en ralliant l'union sacrée pour la guerre. Le mouvement ouvrier n'en avait pas fini avec le poison nationaliste!

*

Tant que le capitalisme survivra, il aura des effets destructeurs sur le mouvement ouvrier, et l'histoire nous montre qu'à chaque fois la fraction la plus consciente du prolétariat a dû mener la bataille. Ce combat permanent et sans cesse à recommencer, Marx et Engels le décrivaient dès 1848 dans le *Manifeste du parti communiste*:

« Les ouvriers commencent par former des coalitions contre les bourgeois pour la défense de leurs salaires. Ils vont jusqu'à constituer des associations permanentes. [...] Parfois les ouvriers triomphent, mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs. [...] Cette organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite de nouveau par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours, et toujours plus forte et plus ferme, plus puissante. »

Pour les militants d'aujourd'hui, pas un mot n'est à changer!



Congrès de Limoges de la CGT en 1895.

8 Michel Étievant, *Aux origines du mouvement ouvrier savoyard*, GAP, 1989; Mino Faïta, *La vie rêvée des Italiens? Un siècle de présence italienne dans les deux Savoie, 1860-1960*, Éditions de l'Astronome, 2007.



Face à la crise et à l'extrême droite: la question de l'armement du prolétariat

L'aggravation de la crise du capitalisme a donné un coup d'accélérateur à l'offensive engagée par la bourgeoisie et les gouvernements à son service. Partout, la classe ouvrière paye au prix fort la restauration des profits du grand capital et sa lutte pour le partage de la plus-value.

Sur le terreau de la décomposition de la société, l'extrême droite et les idées réactionnaires, voire fascistes, prospèrent. Et pas seulement sur les réseaux sociaux. En témoignent les résultats électoraux récents de ces courants en Europe, y compris dans des pays comme l'Allemagne (avec l'Afd) et l'Espagne (derrière Vox) où ils semblaient de longue date voués à demeurer marginaux, et la multiplication des groupes d'activistes ou de paramilitaires, dans le sillage des néonazis d'Aube dorée en Grèce ou du Jobbik en Hongrie. En France,

le mouvement de la Manif pour tous en 2013, et certaines actions dans le mouvement des gilets jaunes, leur ont servi de terrain d'entraînement et d'espace de recrutement.

Cette évolution repose la question des moyens pour les travailleurs et les militants de se défendre contre les agressions physiques dont une fraction d'entre eux sont d'ores et déjà victimes ou pourraient l'être dans la période qui s'ouvre. Au-delà, les nécessités de la lutte de classe poseront inévitablement le problème de l'armement du prolétariat.

UN LENT POURRISSEMENT DE LA SITUATION POLITIQUE QUI ALIMENTE L'EXTRÊME DROITE

Les dirigeants de l'Union européenne achèvent de transformer le continent en forteresse, cernée de frontières hérissées de murs, de barbelés, et gardées par des forces armées de plus en plus nombreuses. Un arsenal juridique répressif complète une politique qui n'a rien à envier à celle d'un Obama hier, ou d'un Trump aujourd'hui, vis-à-vis des migrants clandestins aux États-Unis. Le « progressiste » Macron ne se distingue plus que par son degré d'hypocrisie d'un Salvini ou d'un Orban sur ce terrain-là, comme l'ont rappelé ses déclarations sur le caractère « intraitable » de sa politique migratoire lors de son discours de clôture du « grand débat » le 29 avril dernier. L'État français lui-même a été mis en cause et condamné à plusieurs reprises pour sa politique à l'égard des migrants et des demandeurs d'asile.

De fait, et tandis que des milliers de migrants meurent chaque année en Méditerranée, la transformant en un vaste cimetière, la chasse aux immi-



Hongrie : défilé de miliciens de Magyar Hajnal (Aube hongroise).

grés, comme aux organisations et associations qui tentent de leur apporter aides ou conseils, est ouverte. Sous couvert d'internement administratif, on ne compte plus les camps ou zones d'enfermement destinés aux demandeurs d'asile : en Hongrie, en Bulgarie, à Chypre, à Malte, en République tchèque, en Slovaquie mais aussi, sous diverses formes, en Italie ou en France. Et c'est sans parler de la sous-traitance de cette politique, transférée, contre argent comptant, à la Turquie, à des États d'Afrique du Nord comme le Maroc, et à des milices en Libye. Aux expulsions vers leur pays d'origine (plus de 400 000 depuis 2010), s'ajoutent les dizaines de milliers de migrants officiellement «relocalisés», c'est-à-dire renvoyés chaque année dans un des pays de l'Union européenne au nom des accords de Dublin, qui stipulent que tout demandeur d'asile dont l'identité a été contrôlée à son entrée dans un des États membres ne peut en sortir.

Dans le même temps, s'est développée une multitude de groupes d'extrême droite et de milices qui ont commencé à s'entraîner militairement et à s'en prendre physiquement aux Roms, à des migrants ou à des travailleurs immigrés. D'autres, au sein de la mouvance identitaire en France, ou du Parti national-démocrate, voire de l'Afd, en Allemagne, aspirent à ce rôle. Selon le dernier rapport d'Human Rights Watch, on recensait dans ce dernier pays, pour les six premiers mois de l'année 2017, «143 attaques contre des foyers de demandeurs d'asile et 642 attaques visant des réfugiés et des demandeurs d'asile en dehors de leur logement». Des faits semblables sont répertoriés un peu partout et notamment en Italie, encouragés par l'arrivée au pouvoir de la coalition M5S-Ligue, Ligue qui avait fait de la politique migratoire l'un

de ses principaux thèmes de campagne.

En l'absence d'une réaction puissante de la classe ouvrière derrière ses intérêts de classe, ces actes et cette politique, menée sous la pression de l'extrême droite, et déjà sous sa conduite dans plusieurs pays, vont perdurer et se donneront d'autres cibles. La chasse aux travailleurs immigrés, qui ne peut qu'affaiblir et diviser la seule classe capable de s'opposer au grand capital, peut se transformer en chasse aux travailleurs tout court, à leurs organisations syndicales ou politiques, et à ce qui reste de leurs droits d'expression.

Le marasme actuel de l'économie capitaliste, la montée du protectionnisme et la menace d'une nouvelle crise financière, annoncent cette politique car la bourgeoisie n'aura pas d'autre choix que d'accentuer à l'avenir ses attaques contre la classe ouvrière dont elle tire ses profits.

S'ARMER AVANT TOUT D'UN PROGRAMME POLITIQUE

La nécessité de la défense physique, voire de l'armement du prolétariat, pourrait s'imposer à nous, et dans des délais qui peuvent être très courts, si la situation politique continue de se décomposer sur fond de chaos économique et de barbarie aux quatre coins du monde. L'histoire du mouvement ouvrier est riche d'expériences sur ce terrain, bonnes ou mauvaises, qu'il revient aux révolutionnaires communistes de transmettre, en n'éludant aucune de leurs conséquences politiques.

Mais cette question ne peut être détachée de l'évolution du rapport entre les classes et du niveau de conscience des travailleurs eux-mêmes. Aucun manuel de tactique révolutionnaire, aucun entraînement spécifique ou programme ne sup-

pléera l'initiative créatrice des masses dans ce domaine quand elles entreront en action.

Le besoin de mettre sur pied des organisations d'autodéfense peut naître à chaque épisode de la lutte qui oppose le grand capital aux travailleurs. C'est vrai au niveau le plus élémentaire, comme dans le cas d'une grève. L'organisation dans ce cadre d'un service d'ordre, d'une surveillance, d'un piquet de grève, d'actions «secrètes», du moins échappant à la surveillance de la police ou des agents du patronat, font partie des tâches que les travailleurs sont amenés à discuter et à trancher collectivement. Ces expressions d'une démocratie ouvrière vivante sont autant d'occasions pour les travailleurs de prendre confiance dans leurs forces, mais aussi d'apprendre, ou de réapprendre, à contrôler leurs luttes. Cela peut aussi concerner la protection d'un local, d'une vente militante ou d'une manifestation en apparence anodine, face à la police ou à des nervis du patronat. Aussi parcellaires qu'elles puissent parfois paraître, ces expériences peuvent être déterminantes pour l'avenir.

En 1934, dans *Où va la France?* Trotsky, observant les premiers signes du sursaut ouvrier face à la crise économique et au danger fasciste, expliquait que cette «lutte physique» n'est qu'un autre moyen de la lutte politique, son prolongement en quelque sorte. Il ajoutait : «*Il est impossible de les opposer l'une à l'autre, car il est impossible d'arrêter à volonté la lutte politique lorsque, sous le poids des nécessités internes, elle se transforme en lutte physique.*»

Ce caractère indissociable s'impose a fortiori dans le cadre d'un affrontement plus général entre les classes et encore davantage lorsque celui-ci se transforme en une véritable lutte pour le pouvoir. Nous ne savons évidemment pas quand,



Barricade et travailleurs en armes à Paris lors de la Commune de 1871.

ni autour de quelle revendication ou à la suite de quel événement, les travailleurs engageront la contre-offensive. Mais cette réaction surviendra et surprendra sans doute les révolutionnaires eux-mêmes, car les mouvements puissants de la classe ouvrière ont toujours eu un caractère explosif, en grande partie imprévisible. Ce fut le cas notamment en 1848, en 1871 lors de la Commune de Paris ou au cours des révolutions russes de 1905 et 1917.

DES LEÇONS À NE PAS OUBLIER

Lorsque son ordre social est menacé, la bourgeoisie s'appuie toujours sur son armée, sa police ou des bandes armées formées pour maintenir sa domination. Le sort de toute révolution prolétarienne se joue donc sur la capacité des travailleurs à gagner ou briser ces « détachements spéciaux d'hommes armés » dédiés à la défense de la propriété, selon l'expression d'Engels. Introduire la lutte de

classe dans leurs rangs, s'appuyer sur l'opposition entre la troupe et le corps des officiers, ne peut être mené à bien que sur la base d'un rapport de force dans lequel l'existence de milices ouvrières, expression de la détermination de toute une classe, devient alors une composante essentielle.

Ces conclusions avaient été tirées par Marx et Engels des soulèvements et des révolutions qu'ils avaient vécus ou observés. Il y eut d'abord, en juin 1848 à Paris, le massacre des travailleurs par l'armée commandée par le général Cavaignac et par la garde nationale, formée au nom de la nation, de la république et de la « fraternité », mais placée sous le commandement des propriétaires et des bourgeois. L'attitude de la bourgeoisie, éfrayée par le surgissement de la classe ouvrière au cours de la vague révolutionnaire qui souleva alors l'Europe, démontra qu'elle avait cessé d'être une classe révolutionnaire. Les travailleurs devaient être eux-mêmes « armés et bien organi-

sés » autour de leurs propres intérêts de classe. Pour assurer la victoire de la révolution, Marx et Engels affirmèrent la nécessité d'une « garde prolétarienne, avec des chefs de leur choix, leur propre état-major et sous les ordres non pas des autorités publiques, mais des conseils municipaux révolutionnaires formés par les ouvriers ». (Adresse du Comité central à la Ligue des communistes)

En 1871, la Commune de Paris, en abolissant l'armée permanente et en armant les travailleurs, fut la première forme d'un tel pouvoir ouvrier. Pour restaurer leur domination, les classes possédantes le détruisirent dans un véritable bain de sang.

Lors de la révolution de 1905 en Russie, le prolétariat monta à son tour à l'assaut du régime tsariste. Il trouva dans sa rage à abattre l'autocratie et ses serviteurs l'énergie nécessaire pour se lancer dans une grève générale et une insurrection. Les soviets constituèrent l'embryon de son pouvoir. Des

groupes d'autodéfense, des milices ouvrières se formèrent, associant par des actes simples de larges couches de la population, protégeant les masses ouvrières des pogroms et de la répression. D'autres, organisés en groupes de partisans, prirent les armes contre l'État tsariste : autant de formes de la guerre civile qui s'était ouverte. Lénine appela les militants bolcheviques à se placer « à l'école pratique des masses » et à se méfier de tout dogmatisme : il avait cette confiance chevillée au corps que ces initiatives renforceraient la conscience et l'expérience des travailleurs. 1905 n'était qu'une « répétition générale ».

Au cours de la révolution de 1917, cette « école pratique », dans laquelle le Parti bolchevique joua un rôle déterminant, forma à vitesse accélérée des millions d'exploités déjà instruits par la mémoire collective de 1905. Dès février, les gardes rouges, ces milices ouvrières constituées dans les grandes entreprises ou les quartiers ouvriers, en liaison et sous le contrôle des soviets, furent une des expressions de la force et de la conscience révolutionnaire des travailleurs de Russie. Elles ne purent jamais être désarmées et constituèrent un levier « physique », mais surtout politique, indispensable aux luttes du prolétariat durant des mois puis à sa prise du pouvoir : y compris à l'intérieur de l'armée, vis-à-vis de la paysannerie qui formait le gros des troupes et qui n'avait pu être gagnée douze ans plus tôt.

FACE AU FASCISME : LA TRAHISON DES PARTIS SOCIALISTES ET COMMUNISTES

Ayant usurpé le pouvoir de la classe ouvrière au cours des années 1920, la bureaucratie stalinienne eut comme principale préoccupation la défense de ses



Combattants du front rouge (RFB) en 1928.

intérêts de caste parasitaire de l'État soviétique. Sa politique tourna le dos aux intérêts fondamentaux du prolétariat et à la perspective d'une révolution ouvrière.

En Allemagne, face à la catastrophe économique provoquée par la crise partie de 1929 et à la progression électorale fulgurante des nazis, le Parti social-démocrate et le Parti communiste allemand désarmèrent politiquement les travailleurs dans le pays où, en dehors de l'URSS, leurs forces et leurs expériences étaient les plus considérables.

Les sociaux-démocrates comptèrent jusqu'au bout sur la voie électorale et l'appui qu'ils expliquaient pouvoir trouver du côté de la bourgeoisie et de ses partis. Ils préférèrent se tourner vers le très réactionnaire maréchal Hindenburg et d'autres politiciens du même acabit plutôt que vers les forces, intactes, du prolétariat. De son côté, le Parti communiste, qui renvoya dos à dos sociaux-démocrates et fascistes, rejeta la politique de front unique qui aurait pu permettre à la classe ouvrière de se défendre autour de ses intérêts de classe et d'ouvrir la voie à un renversement révolutionnaire de la bourgeoisie.

Ces partis disposaient pourtant de leurs propres troupes, rompues depuis des années

pour une partie d'entre elles aux combats de rue. Celles du Parti communiste regroupaient des dizaines de milliers de travailleurs se considérant comme des « soldats de la révolution », ainsi que le rappelait le « serment de combat » de la Ligue des combattants du front rouge. Mais dès 1933, ces forces furent vaincues et désarmées sans combat par Hitler, en raison de la politique de leurs dirigeants. Il en alla de même en Autriche l'année suivante. Les sociaux-démocrates disposaient, avec le Schutzbund, d'une organisation paramilitaire avec ca ches d'armes, fusils et mitrailleuses, mais ils ne voulurent pas s'en servir, trop préoccupés de rassurer la bourgeoisie sur leurs intentions. La question fondamentale était bien d'avoir une direction et une politique révolutionnaires, pas de disposer d'une organisation militaire et d'uniformes.

Les prolétaires d'Allemagne, et ceux du monde entier, payèrent très cher ces trahisons.

Elles furent suivies d'une politique tout aussi criminelle dans la période suivante, lorsque Staline fit opérer un virage à 180 degrés aux différentes sections de l'Internationale. Il les engagea dans une politique de Front populaire qui consista à présenter la bourgeoisie impérialiste amé-

ricaine, britannique et française, et donc leur armée et leur police, comme des remparts contre le fascisme.

DU FRONT POPULAIRE À LA RÉSISTANCE ET À LA « LIBÉRATION »

En France, et au nom de ce Front populaire, caricature de front unique, le Parti communiste et la SFIO placèrent les travailleurs à la remorque de la grande bourgeoisie et les désarmèrent à la fois politiquement et matériellement. Trotsky, à l'inverse, n'eut de cesse de promouvoir la nécessité pour la classe ouvrière de s'organiser autour de ses intérêts, d'un programme révolutionnaire et de mettre sur pied ses organisations de défense.

Un an après les émeutes fascistes du 6 février 1934 à Paris, et tandis que l'extrême droite occupait la rue et s'attaquait aux militants ouvriers et aux étrangers, il rappelait que la clé du succès pour les révolutionnaires n'était pas dans la « lutte physique » elle-même, mais dans « une juste politique ». Or forger une milice ouvrière pour la défense des organisations du mouvement ouvrier était justement dans ces circonstances un élément indispensable de cette politique. Il concluait : « *Il serait absurde de tirer à coups de revolver sur l'urne électorale. Mais il serait encore plus absurde de se défendre contre les bandes fascistes avec le bulletin de vote.* » C'est pourtant la seule issue que les partis socialiste et communiste avaient à proposer aux travailleurs.

En juin 1936, ceux-ci se lancèrent pourtant dans un puissant mouvement de grèves avec occupation. Mais les dirigeants du Front populaire mirent tout leur poids pour que cette vague s'arrête et que les travailleurs rentrent dans le rang. Le grand capital n'allait pas tarder à prendre sa revanche sur la

classe ouvrière, en reprenant ce qu'il avait dû concéder sous la pression de la grève.

Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, le Parti communiste retrouva dans la Résistance le chemin de la lutte armée, mais ce fut encore pour placer ses militants et les travailleurs qu'ils influençaient sous la direction de la bourgeoisie en la personne de De Gaulle. Les milices patriotiques du Parti communiste français, largement constituées d'ouvriers, n'avaient plus rien à voir, comme leur nom même l'indique, dans leurs objectifs et leur fonctionnement, avec les milices ouvrières qui avaient assuré la victoire de la révolution russe ni avec l'internationalisme. Leur seule existence était cependant une menace potentielle pour la bourgeoisie : les dirigeants du PCF se chargèrent de les dissoudre dès 1944 et en firent une monnaie d'échange pour l'entrée de ministres communistes dans le gouvernement. Durant trois ans, ils apportèrent tout leur soutien à la politique antiouvrière et colonialiste de l'impérialisme français.

DE LA GUERRE FROIDE À L'ARRIVÉE DE LA GAUCHE AU POUVOIR

Chassé du gouvernement par les débuts de la guerre froide, le PCF mena alors, et pour une

courte période, des actions clandestines spectaculaires et engagea les mineurs dans une grève marquée par des affrontements violents avec l'armée. Les dirigeants du PCF entendaient démontrer qu'ils étaient indispensables à la bourgeoisie pour encadrer la classe ouvrière et qu'ils devaient être reconnus comme ses uniques représentants.

Par la suite, le Parti communiste ne se distingua des autres partis réformistes que par ses liens avec l'URSS et sa base ouvrière. Il demeura, de concert avec l'ensemble des bureaucraties syndicales, un adversaire résolu de l'organisation démocratique et indépendante des travailleurs, et, a fortiori, de toute forme de groupe d'autodéfense ou de milices ouvrières. Cela ne l'empêchait pas de disposer d'un service d'ordre musclé, tout dévoué à la politique du parti, mais surtout mobilisé pour « casser du gauchiste » ou œuvrer de leurs poings à canaliser les grèves. Mais tout en prétendant combattre « l'État fort », voire « fasciste », de De Gaulle, puis les activistes de l'OAS ou d'Occident dans les années 1960, ses dirigeants en appelèrent à la police « républicaine », aux lois et aux bulletins de vote qui allaient effectivement porter la gauche au pouvoir en 1981... et permettre à l'extrême droite de resurgir.

La même politique prévalut face à la montée électorale du Front national à partir du mi-



Octobre 1948 : l'armée investit le dernier puits occupé par les mineurs d'Anzin.

lieu des années 1980, sur fond de manifestations aussi vaines que répétées, de *Marseillaise* et du slogan « Le fascisme ne passera pas ! » Cela conduisit finalement le PCF, ainsi que toute la gauche et même la LCR, toute honte bue, à apporter son soutien au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2002 à Chirac, le candidat de la droite, censé représenter un barrage contre les idées du FN. Pour les mêmes raisons, le Parti socialiste et le Parti communiste appelèrent à voter pour Macron face à Le Pen en 2017.

COMMENT POSER LA QUESTION AUJOURD'HUI ?

La classe ouvrière se trouve aujourd'hui à divers titres infiniment moins organisée et préparée sur le plan politique à affronter la bourgeoisie, son appareil d'État ou les hommes de main œuvrant pour son compte. Elle paye doublement, matériellement et moralement, le prix des illusions électorales et de la politique menée au pouvoir par les partis de gauche auxquels elle avait par le passé accordé sa confiance. Leur discrédit n'a fait qu'étendre et approfondir la démoralisation en son sein. Pire, il a alimenté la poussée des idées réactionnaires de l'extrême droite.

Depuis des décennies, les grèves ouvrières ont été cantonnées par les appareils syndicaux et les partis de gauche dans le cadre rituel de journées d'action, d'un « calendrier de luttes » inscrit à l'avance sur l'agenda des militants, avec un parcours de manifestation déposé en préfecture. Le non-respect de ce ronron syndical qui a caractérisé le mouvement des gilets jaunes durant les premières semaines en a sans doute en partie assuré la popularité auprès d'une fraction des travailleurs, des chômeurs et des retraités, lassés des promesses sur les boulevards.

Il ne s'agit pas d'une absence ou d'un manque de courage ou de détermination : les travailleurs n'en ont jamais manqué. Ce même mouvement des gilets jaunes a d'ailleurs montré que la colère sociale et la rage accumulée pouvaient donner bien des forces. Et ce malgré les troupes ainsi que le matériel déployés par l'État français, et les blessés par centaines qu'ils ont causés. Les travailleurs, actifs ou retraités, qui en ont constitué une composante importante, tireront-ils les leçons politiques qui s'imposent de cette expérience ? La classe ouvrière parviendra-t-elle à s'en saisir et à s'organiser dans les entreprises autour d'un programme de défense de ses intérêts matériels et politiques ? Cela dépendra en partie de la capacité des révolutionnaires à construire le parti qui lui fait aujourd'hui défaut et à maintenir ouverte la perspective communiste.

Dans le *Programme de transition*, Trotsky rappelait : « *C'est seulement grâce à un travail systématique, constant, inlassable, courageux, dans l'agitation et la propagande, toujours en relation avec l'expérience des masses elles-mêmes, qu'on peut extirper de leur conscience les traditions de docilité et de passivité ; éduquer des détachements de combattants héroïques, capables de donner l'exemple à tous les travailleurs ; infliger une série de défaites tactiques aux bandes de la contre-révolution ; accroître la confiance en eux-mêmes des exploités et des opprimés ; discréditer le fascisme aux yeux de la petite bourgeoisie et frayer la voie à la conquête du pouvoir par le prolétariat.* »

SE PRÉPARER MORALEMENT POUR NE PAS ÊTRE PRIS À L'IMPROVISTE

La montée de l'extrême droite et des nationalistes dans plusieurs pays d'Europe im-

posera peut-être, et dans un délai relativement proche, la constitution de groupes d'auto-défense, ne serait-ce que pour combattre physiquement les menaces physiques et la pression politique que ces courants exercent contre certains travailleurs immigrés ou des demandeurs d'asile.

Mais faire reculer le danger mortel que représente la progression des idées et des organisations réactionnaires, et mettre un coup d'arrêt aux reculs imposés par la bourgeoisie, ne pourra se faire que sur un terrain de classe. Cela passera nécessairement par une contre-offensive générale de la classe ouvrière autour de la défense de ses intérêts immédiats et de ses droits. Passer de la passivité à la mobilisation de ses forces l'amènera à se doter des instruments nécessaires : comités de grève, assemblées dans les quartiers ouvriers, embryons d'un pouvoir ouvrier, mais aussi organisations de combat, groupes de service d'ordre, détachements armés et entraînés pour la « lutte physique » placés sous son contrôle. Ces instruments découleront avant tout du niveau de combativité et de conscience des travailleurs et s'adapteront à la dynamique de la lutte. S'il se soulève massivement, le prolétariat ne pourra pas s'arrêter à mi-chemin en respectant la propriété privée et la domination de la bourgeoisie sur la société.

Face à l'hostilité des bureaucraties syndicales et de tous les réformistes, seuls les militants communistes révolutionnaires sont à même de défendre cette politique. Eux seuls ont une claire conscience de la nature et du rôle de l'État, quel que soit son habillage politique ou institutionnel. Ils savent que sa police, sa justice, ses hauts fonctionnaires, sont avant toute chose les gardiens d'un ordre social inique et que le

changement de personnel politique que les élections peuvent produire n'y changera rien. Et eux seuls placent leur entière confiance dans les capacités de la classe ouvrière à le renverser et à lui substituer une société débarrassée de l'exploitation et des tares dont le capitalisme est porteur.

C'est aussi ce qui nous sépare et nous opposera peut-être demain physiquement à tous ceux qui, sous couvert d'actions « radicales » ou « antisystème », se posent en adversaires déterminés de la police et de l'État. Issus de la mouvance d'extrême gauche, les black blocs en sont une expression. Leur mépris des travailleurs, de leurs besoins matériels comme de leur capacité à prendre leur sort en main, les disqualifie. Tout comme, par le passé et dans un autre contexte, les actions des groupes qui prétendaient transformer la société en recourant aux actes terroristes ou armés pour « réveiller les

masses » ou aux actions de guérillas pour agir en lieu et place de celles-ci.

Quant à l'extrême droite, elle peut tout aussi bien prospérer au contact de certaines catégories plébéiennes, déclassées, enragées par les conditions dans lesquelles le système capitaliste les contraint à vivre, en empruntant de la même manière une phraséologie antisystème voire anticapitaliste. Cette dimension existait à l'origine du fascisme italien comme du national-socialisme en Allemagne, qui fit notamment d'une partie des chômeurs, d'un certain lumpenprolétariat, d'anciens droits communs, une masse de manœuvre et une couverture masquant sa véritable nature.

Renouer avec la conscience et la perspective communistes sera le meilleur moyen pour la classe ouvrière d'attirer à elle les éléments les plus déterminés du prolétariat et de la jeunesse, qui rejettent l'ordre social ac-

tuel sans savoir encore vers qui se tourner. Elle devra pour cela se montrer déterminée, en désignant ses principaux adversaires, le grand capital et ses alliés, et en construisant l'instrument de ce combat : un parti révolutionnaire qui ne pourra se développer que dans des luttes décisives entraînant de vastes masses. Ce sera aussi la meilleure façon de se donner les moyens de faire basculer de son côté certains éléments de la petite bourgeoisie paupérisée par la crise. Ce sera, enfin, le moyen de se protéger des provocateurs et de ceux qui, à l'instar des black blocs aujourd'hui, se posent en adversaires de l'État et du système capitaliste, mais sont étrangers aux combats de la classe ouvrière.

« Malheur aux organisations révolutionnaires, malheur au prolétariat, s'ils se trouvent de nouveau pris à l'improviste », avertissait Trotsky dans le Programme de transition.

28 mai 2019



Les ouvriers de PSA Aulnay en rangs serrés pendant la grève de 2013 face aux CRS.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

AFRIQUE

- Afrique du Sud: de l'apartheid au pouvoir de l'ANC (n° 118, 29 janvier 2010)
- L'Afrique malade du capitalisme (n° 104, 16 juin 2006)

MOYEN-ORIENT

- Moyen-Orient: la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme (n° 138, 14 novembre 2014)
- Israël-Palestine: comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique (n° 109, 1^{er} février 2008)

EUROPE

- Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine (n°140, 6 mars 2015)
- L'Europe: ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter (n° 136, 11 avril 2014)
- L'immigration dans l'Europe en crise (n° 135, 24 janvier 2014)
- La Grèce face à la crise (n° 133, 14 juin 2013)
- Allemagne: vingt ans après, où en est la réunification? (n° 122, 19 novembre 2010)

AMÉRIQUE

- Brésil: des révoltes d'esclaves aux luttes du prolétariat (n° 153, 16 février 2018)
- Amérique latine: les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis (n° 105, 24 novembre 2006)
- La longue lutte des Noirs américains (n° 142, 19 juin 2015)

ASIE

- Afghanistan, Pakistan: toute une région déstabilisée par l'impérialisme (n° 128, 18 novembre 2011)
- L'Inde: de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité (n° 102, 10 mars 2006)
- La Chine: nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement? (n° 101, 27 janvier 2006)

RÉVOLUTION RUSSE

POUR CHANGER LE MONDE, LES TRAVAILLEURS AU POUVOIR

- Texte des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud au meeting du 20 octobre 2017 à la Mutualité (n° 150)

- Contre le grand capital, le camp des travailleurs
Réunion publique du 10 mai 2019 avec Eddy Le Beller, Arlette Laguiller, Ghislaine Joachim-Arnaud, Jean-Pierre Mercier, Nathalie Arthaud (N° 160)



- Le capitalisme: un système économique à l'agonie, un ordre social à renverser (N° 159, 22 février 2019)

• IDÉES/HISTOIRE

- Le monde paysan, l'alimentation et la planète sous la dictature du capital (N° 157, 16 novembre 2018)
- 80 ans après la fondation de la IV^e Internationale, le trotskysme seul programme pour l'émancipation des exploités (n° 156, 19 octobre 2018)
- Un siècle après la révolution d'Octobre, la Russie à l'heure du capitalisme décadent (n° 155, 15 juin 2018)
- L'explosion sociale de Mai-Juin 68 (n° 154, 13 avril 2018)
- États-Unis: les avatars de l'alternance démocrates-républicains et la classe ouvrière (n° 148, 18 novembre 2016)
- Face aux ravages de la mondialisation capitaliste, l'impasse du souverainisme (n° 147, 10 juin 2016)
- Syriza, Podemos... quelles perspectives pour les « gauches radicales » ? (n° 146, 8 avril 2016)
- Les combats pour l'émancipation des femmes et le mouvement ouvrier (n° 144, 8 janvier 2016)
- Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme (n° 143, 9 octobre 2015)
- Développement des sciences et fondements des idées communistes (n° 139, 23 janvier 2015)
- Guerre de 1914-1918: la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier (n°137, 19 septembre 2014)
- La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière (n° 130, 25 janvier 2013)
- Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression (n° 129, 16 novembre 2012)
- Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation (n° 124, 4 mars 2011)
- Les religions, l'athéisme et le matérialisme (n° 123, 28 janvier 2011)

FRANCE

- L'enseignement public (n° 114, 30 janvier 2009)
- Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement (n° 111, 13 juin 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant cinq timbres à 0,88 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Où trouver *Lutte de classe*?

FRANCE

PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac, Paris 5^e
La Brèche, 27, rue Taine
Paris 12^e

ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

BOURGES

La Plume du Sarthate
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet
5, place du Marché-aux-poissons

DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

DOLE

Tabac-Presse Le Marigny
47, rue des Arènes

GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse Le Berriat
97, cours Berriat

IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire
16, rue Gabriel-Péri

LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons
21, rue Saint-Nicolas

LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps
35, rue Pavillon, Marseille 1^{er}

NANTES

Librairie Vent d'Ouest
5, place du Bon-Pasteur

RENNES

Tabac-presse La Civette
(Centre commercial des Longs
Champs)

ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

SAINT-ETIENNE

Librairie Mauvais genre
11, rue Léon-Nautin

TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

VALENCE

Librairie Notre temps
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match - Grand Camp

LA DOMINIQUE

ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenastr. 2a - Im Mehringhof
10961 Berlin

SUISSE

GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd
Adresse:
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be> et
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 -
SEVILLA
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203
<http://www.the-spark.net>



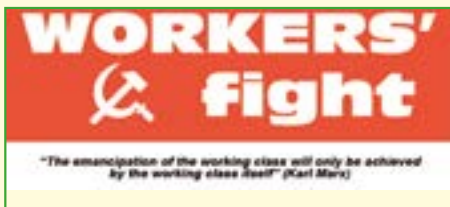
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,20 €
Abonnements: France - DOM TOM,
six mois: 20 €; un an: 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



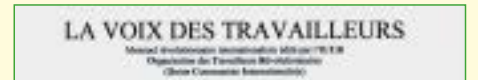
Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
Abonnement 1 an:
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € -
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéline, l'Aiguille -
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugée
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO -
ITALIA
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linernazionale.it> - contact
e-mail: linernazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>